

Le

Parti

Nationaliste

Chrétien



Le

Parti

Nationaliste

Chrétien





Léo Tremblay

"La patrie, au sens propre du mot, est partout définie : le pays où on est né, ou celui auquel on appartient à titre de citoyen. La patrie, c'est la nation ayant pris conscience d'elle-même . . . C'est la réunion et la synthèse de tous les éléments précédents : l'élément physiologique de la théorie des races, là où il existe, l'élément moral et intellectuel de la théorie des nationalités, le vouloir-vivre collectif et, avec lui, cette multitude de facteurs sociaux qui ont contribué à le faire naître d'abord et à le développer ensuite : langue, idées, art, religion, etc."

Louis Le Fur — Races, Nationalités, Etats, p. 99

a) Naissance du parti

La naissance du Parti Nationaliste Chrétien est la résultante d'une pression qui s'est exercée constamment sur nous depuis quelques années. Et si le désastre en éducation a été un des facteurs déterminants de sa fondation, il n'en reste pas moins vrai que depuis 1960, en administration d'état, un malaise de plus en plus grand régnait dans le Québec et appelait une solution énergique que les vieux partis ne pouvaient plus donner.

Il y avait, au Québec, un vacuum que le Parti Nationaliste Chrétien vient de combler à la grande satisfaction de l'immense majorité de la population. Pendant des décennies, le Québec impuissant s'est contenté d'une routine administrative et d'une politique exclusivement axée sur le patronage, les influences indues et occultes. Et les deux partis traditionnels étaient tous deux d'accord, pour que ce désarroi, ce déséquilibre social et politique, pour que ce désordre se perpétuent à jamais.

A deux reprises, depuis cinquante ans, les pressions exercées par la population sur les partis traditionnels ont provoqué des changements qui auraient dû être salutaires mais qui se sont avérés des désastres politiques. La solution n'a pas été trouvée. Et le peuple déçu, désappointé et profondément indigné des résultats obtenus, se refuse maintenant à faire confiance aux têtes d'affiches des partis traditionnels pour régler ses problèmes et pour repenser son avenir, au provincial.

b) Les vieux partis

Dès 1933, le Parti Conservateur, impuissant à remplir adéquatement son rôle essentiel à la législature et tout à fait incapable de devenir une vraie solution de rechange au régime pourri du Parti Libéral d'Alexandre Taschereau, vit ses chances de survie définitivement compromises.

Le Québec fit mourir le Parti Conservateur. Par ailleurs, il fit confiance à son nouveau chef: l'Honorable Maurice Duplessis, qui fonda l'Union Nationale.

Il serait trop long d'analyser ici l'histoire de ce parti. De plus, l'explication pourrait ne pas s'avérer juste, à moins d'élaborer, de refaire toutes les phases de l'administration de la province de 1936 à 1959. Nous en sommes donc réduits à dire que l'Union Nationale fut Duplessis, que celui-ci évolua jusqu'en 1957, puis s'arrêta complètement. Les idées nouvelles lui faisaient alors peur et son régime s'engloutit bientôt dans la routine. L'expérience de l'Union Nationale avait rendu de grands services toutefois, ouvert de nouveaux horizons et sensibilisé la population sur deux grands problèmes: l'autonomie des provinces et le danger imminent de l'école sans Dieu. Il n'en demeure pas moins vrai que la mort de Duplessis fut un désastre pour l'Union Nationale qui ne s'est jamais retrouvée depuis cet événement.

La deuxième expérience pour secouer le joug des influences occultes de la politique se situe dès 1959. Le Parti Libéral de 1959 ressemblait étrangement au Parti Conservateur de 1933. Il avait les mêmes défauts et présentait les mêmes symptômes de désagrégation et de mortalité certaine à brève échéance.

Conduit par l'Honorable Jean Lesage, qui venait lui aussi d'en devenir chef, comme Duplessis en 1933, il fit une tentative de renouvellement en s'associant avec des éléments nouveaux pour revigorer son existence et présenter une vraie solution de rechange aux débris de l'Union Nationale.

Malheureusement pour le Québec, le nouveau chef libéral, qui n'était guidé que par son ambition personnelle, s'allia à des personnages qui présentaient et personnifiaient une philosophie néfaste, à tous les points de vue, et que le peuple traditionnaliste et profondément chrétien du Québec ne pouvait accepter.

Le Parti Libéral prit le pouvoir, mais Lesage perdit complètement les rênes de son parti. Aussitôt à la gouverne des affaires du Québec, les personnages mentionnés plus haut lancèrent le gouvernement à l'épouvante vers le socialisme d'état, vers l'école neutre et installèrent dans le fonctionnarisme d'état, une technocratie omnipotente et bâtarde, qui détruisit, en un

tour de mains, toutes les valeurs traditionnelles que le peuple tenait à conserver. Et "L'ESTABLISHMENT" athée et socialiste naquit au Québec. Son omniprésence contribua et contribue encore à avilir le Parlement. Le peuple est mené par des décrets de fonctionnaires qui se foutrent éperdument du peuple et du parlement. Nous allons droit au communisme intégral.

Le peuple a pourtant dit un NON catégorique à ce genre de dictature sans visage, aux élections de 1966, mais la situation a continué de s'empirer journallement. Aujourd'hui, nous faisons face au désastre national, nous combattons une machine, dont les moyens financiers sont illimités puisque ce sont ceux de l'état. Et le désordre s'est installé chez nous en loi de continuité. Le bilan de cette "Révolution tranquille" est effarant! . . .

c) Bilan de la "Révolution tranquille"

Nous avons à peu près tout perdu de ce que nous possédions. Notre peuple se dirige vers l'esclavage le plus humiliant: il est en train de devenir l'esclave de ses propres employés, soit les fonctionnaires. Nous assistons à la disparition systématique de la hiérarchie des valeurs réelles, authentiques. Il faut ajouter à cette addition le fait révoltant d'une éducation d'état, qui déforme la jeunesse et la pousse vers le désespoir, la drogue et le suicide. En économique, nous sommes et nous devenons de plus en plus pauvres chaque jour. La justice est bafouée et nous avons la triste réputation d'être la table tournante de la pègre mondiale. Toute notre société s'écroule. Une propagande satanique et très bien orchestrée par la télévision d'état, par les journaux pornographiques, par la propagande étrangère, pousse le québécois au génocide. Notre peuple refuse maintenant de procréer afin de se renouveler. Nous allons droit au suicide national. On laisse chanter et l'on chante la divinisation de la matière, de l'homme roi de l'Univers. C'est la révolte de la créature contre le Créateur. Nous vivons dans un pays où le Christ est devenu un obstacle. On veut nous retourner à la bible juive. Nous arrêtons ici l'énumération du désastre. Vous savez que nous pourrions détailler, élaborer sur tous les malheurs qui sont devenus le lot quotidien du Québec. Et il n'est pas nécessaire d'être de nature pessimiste pour admettre qu'on est en train de nous faire disparaître de la carte du monde.

Nous sommes sur le sol d'Amérique, une infime minorité, tant au point de vue religieux qu'au point de vue national. Si nous voulons survivre comme chrétiens et comme une entité propre, nous nous devons de prendre dès maintenant des mesures draconiennes. Notre choix est bien relatif, bien mince. Nous réussirons à ramener l'ordre, la paix, la sécurité et la prospérité au sein de nos frontières, ou nous disparaîtrons à tous les points de vue, à une vitesse vertigineuse.

Déjà, avant cette épouvantable gradation vers le socialisme d'état athée, que nous subissons depuis 1960, le Québec avait des problèmes d'une exceptionnelle gravité à solutionner pour assurer sa survie chrétienne et nationale. Cette situation nouvelle et néfaste, et créée de toute pièce par la technocratie et la mauvaise foi du Parlement ne fait qu'envenimer mortellement les choses et accélérer dangereusement l'issue qui serait certes fatale pour notre famille-nation.

d) Défi relevé par le Parti Nationaliste Chrétien

Nous sommes maintenant au carrefour de l'histoire, à l'heure fatidique de la vérité. Si le peuple de chez nous se trompe de nouveau, une seule fois, nous deviendrons des condamnés en puissance et le jour du jugement suivra rapidement. Notre indifférence, notre apathie, voire même notre lâcheté collective auront réussi ce que deux siècles de colonialisme anglo-saxon auront raté: notre disparition, et cette fois, dans le déshonneur. Un peuple entier se sera donné la mort. Cette éventualité possible ferait rougir de honte tous nos ancêtres, qui malgré l'indien, malgré les intempéries, malgré les maladies, malgré le conquérant, nous avaient légué le plus beau patrimoine du monde: La Laurentie.

Le Parti Nationaliste Chrétien est né pour relever ce défi de l'histoire. Il est né pour embrigader les meilleurs éléments de l'échelle sociale. Il est né de par la nécessité absolue qui exigeait son existence. Il est né enfin pour ramener l'ordre, la paix, la sécurité et la prospérité dans une pauvre et triste société malade jusqu'à la moëlle et cancéree par la trahison d'une partie de son élite, par l'apathie d'une partie de sa population et malheureusement par l'abandon d'une partie de son clergé.

Le Parti Nationaliste Chrétien, c'est la réunion de toutes les forces vives d'une nation qui, appuyée sur un passé glorieux, appuyée sur une ambition légitime et fière, veut que son avenir soit aussi grand et aussi glorieux que son histoire. Pour citer le Chanoine Lionel Groulx: "C'est la réponse de la race", face au danger qui réagit de nouveau et qui non seulement refuse de mourir mais exige de continuer de grandir.

Notre Parti s'appelle "Nationaliste", parce qu'il n'y a rien de plus naturel que la nation dans le monde des sociétés humaines. C'est le Christ Créateur, qui a créé la famille, qui a voulu la parenté, les voisins, les amis et la réunion de tous ces facteurs qui forment la famille-nation. Et à tous les peuples, Il a donné, en gérance terrestre, un territoire précis sur le globe que l'on appelle avec vénération, quand on est bien né, la Patrie, — petit mot de deux syllabes qui fait jaillir les larmes aux yeux de tout homme bien né. Si le Créateur n'avait pas voulu cela d'une façon précise Il aurait réglé sa Création autrement. C'est aussi pour cette raison que l'internationalisation de la personne humaine, l'uniformisation communiste est contre-nature et aussi contre le plan divin. C'est enfin Dieu, comme preuve supplémentaire à cet énoncé de principes, qui a donné Jeanne-D'Arc à la France, Garcia Moreno à l'Equateur et combien d'autres vaillants chefs à combien d'autres pays.

Notre Parti s'appelle aussi Chrétien. Ceci ne veut naturellement pas dire que nous voulons faire du Québec un "ghetto" catholique, au contraire. Dans l'appellation de notre Parti, ce mot veut dire qu'avec l'immense majorité de notre peuple, nous croyons en Dieu, au Christ. Ce mot veut encore dire que nous refusons obstinément à ce qu'une infime minorité de citoyens athées impose leur philosophie à notre Nation. Ce mot, pour nous, veut aussi dire notre exigence que notre peuple soit reconnu comme tel par les autres nations du globe. Ce mot veut enfin dire que nous avons le droit d'être fiers de ce que nous sommes au point de vue religieux et que nous voulons ressouder, chez nous, le Christ et la nation. Bonaparte, qui a mené le monde et qui connaissait les hommes, a dit: "Un peuple sans religion est un peuple qu'on ne gouverne pas. On le fusille"! Est-ce assez clair?

1

Que devrait être la philosophie d'un gouvernement?

La philosophie du gouvernement d'une nation doit être telle que les conséquences de cette sagesse convergent toutes vers le bonheur du peuple concerné.

a) Principes directeurs

Un Etat matérialiste, sans Dieu, par exemple, ne peut aboutir qu'au désastre national. Dans ce domaine, on ne crée, ni ne continue jamais la trajectoire historique d'une civilisation, au contraire. Le socialisme d'état crée un monstre matérialiste, qui étouffe le peuple, qui l'uniformise et par le fait même fait disparaître à jamais l'ambition personnelle, la personnalité propre de chaque individu. Il tue aussi l'esprit de compétition essentiel, avilit la hiérarchie des valeurs les plus profondes dans l'homme et recule fatalement la civilisation vraie de plusieurs siècles en arrière. Nous pourrions prouver cette affirmation par des douzaines d'exemples que nous fournit l'histoire, surtout celle des dernières années, de partout dans le monde.

Le monde est divisé en deux groupes distincts. Et tout en espérant vivre libres et en paix avec ces deux groupes, nous devons reconnaître un fait crucial: le Québec frappera d'un cran d'arrêt le socialisme d'état que nous subissons présentement, ou nous deviendrons un autre petit Cuba du Nord, qui ferait vomir de dégoût le peuple que nous aurons le strict devoir de gouverner.

Seul l'énoncé de cette fatalité possible nous empêche de continuer plus loin dans cette voie. Et tout ce que nous pourrions ajouter à l'appui de cette thèse deviendrait superflu, inutile. Tout le monde a compris ce qu'il y aurait de désastreux dans la défense d'une telle politique idiote, imbécile et contre nature.

Qu'est-ce à dire? Allons-nous retourner au capitalisme véreux du 19ième siècle? Que non! Nous allons essayer de faire jouer à l'Etat son rôle: un rôle supplétif en conformité avec des besoins précis, majeurs, pour épauler l'entreprise privée. Nous allons aussi nous servir du levier puissant de l'Etat pour remplacer l'entreprise privée dans des domaines où celle-ci sera déficiente, inadéquate.

Cet énoncé de principes directeurs d'une politique suggérée au peuple, pour structurer un programme, est assurément incomplet. Nous vous demandons de le lire, de l'étudier, de nous faire vos suggestions car tellement de détails administratifs ne peuvent être inclus dans ce schéma de programme qu'on a vulgarisé afin que tous les échelons de la société québécoise le comprennent, du journalier à l'intellectuel le plus averti.

Après cette lecture, nous admettons volontiers qu'il reste beaucoup de place pour la discussion et le pragmatisme en planification d'une politique générale.

D'un autre côté, nous sommes convaincus et le peuple le comprendra facilement que l'explication réelle et détaillée d'un programme politique complet prendrait l'espace d'un gros volume. C'est là une chose que nous ne pensons pas nous permettre de faire, le peuple s'y perdrait vite. Et il aurait raison. Nous serions alors accusés de vouloir tout compliquer, afin de provoquer la confusion dans les esprits. C'est, quand même, la base d'un programme qui permettrait à un gouvernement fort et représentatif de travailler à l'aise pour le peuple et qui pourrait lancer celui-ci vers la prospérité certaine dans la paix, dans l'ordre, dans la quiétude et avec beaucoup de sécurité, au sein d'une société nouvelle, débarassée des tentacules du socialisme d'état sans visage, irresponsable et complètement dépassée depuis 1789.

Le gouvernement doit travailler pour le peuple exclusivement. En politique, c'est à lui seul qu'on se doit de penser, pas à autre chose. Il doit aussi faire disparaître la lutte des classes, provoquée par un désordre administratif qui empêche le miséreux de gagner sa vie honorablement, pendant que les financiers véreux et étrangers le saignent à blanc, tout en le dépossédant de toutes ses richesses naturelles ou autres.

Il ne s'agit pas d'uniformiser. Il s'agit pour nous plutôt et surtout de remettre la Nation au travail dans la fierté, appuyée sur la tradition et dans la certitude de la grandeur de l'avenir. Il ne s'agit pas de déposséder les riches, mais bien de permettre à chaque citoyen du Québec de parvenir aussi haut que ses qualités mentales, intellectuelles et morales lui permettent de le faire, tout en faisant disparaître les barrières qui l'empêchent présentement de réussir.

Pour ce faire, il nous faudra tuer les préjugés, redonner confiance au peuple, lui redonner de l'ambition et lui prouver qu'il est libre. Il faut aussi épauler réellement la nation par une législation adéquate, par une administration juste et honnête et par une politique de fierté nationale, qui remplacera celle des coulisses, du patronage, des influences indues et de l'omnipotence d'une technocratie qui s'évertue à tenir tout le monde en tutelle. Aujourd'hui le régime qui nous oppresse est celui du paternalisme d'état compresseur qui ramène toute une population à l'esclavage social. Nous sommes des nègres blancs au lieu d'être des citoyens libres. C'est encore une fois l'utopie philosophique du socialisme d'état, dirigé par une technocratie encombrante, dictatoriale, malhonnête, sans visage, irresponsable, maladroite, idiote, méchante et omniprésente, qui se foutre éperdument du Parlement, du peuple et du principe de la représentation par l'élection. C'est une dictature de caste orgueilleuse et néfaste, qui élimine la liberté des gouvernants et celle de la Nation tout entière.

1) LE PROBLEME DE LA LANGUE

Daniel Johnson a déjà dit: "Il faut absolument que le Québec devienne aussi français que l'Ontario est anglais". Cet énoncé de principe paraît, à première vue, tout à fait raisonnable et l'on serait tenté d'acquiescer à cette affirmation, sans plus de réflexion. Mais le problème, dans le cas qui nous occupe, c'est que

Monsieur Johnson n'ait jamais eu l'occasion de dire au peuple comment il voulait bien s'y prendre pour parvenir à ce but bien louable. Et c'est justement là que réside la difficulté.

Quelle est donc la solution juste? Il y a tout un éventail de solutions, qui ont été mises de l'avant depuis quelques années:

1) le Statu Quo;

2) une loi des langues comme celle que vient de présenter Jean-Jacques Bertrand à l'Assemblée Nationale et qui garantirait les droits des minorités du Québec;

3) la persuasion pour parvenir à faire comprendre aux Anglo-Saxons et aux Néo-Québécois que la langue française se doit de devenir la langue prioritaire au Québec;

4) un projet de loi qui ferait du Québec un pays unilingue français, tout en respectant les droits acquis aux minorités dans l'Acte de l'Amérique Britannique. Revoyons toutes ces options en détail.

1) Le Statu Quo actuel

Il n'est pas nécessaire de réfléchir ou de discourir longtemps sur ce sujet, pour réaliser que cette option s'est avérée un épouvantable désastre, avec le rodage des années. C'est à un point vrai qu'au train où vont les choses, notre grande métropole Montréal sera devenue une ville anglaise en 1980.

De plus, il devient de plus en plus évident qu'avec ce système notre peuple français se meurt d'inanition au point de vue linguistique. Bientôt, si ce système devait se continuer nous serions appelés à parler un jargon incompréhensible et fatalement à perdre notre langue. C'est d'ailleurs une admission généralisée au sein de tous les groupes que le système actuel doit être changé dans le plus bref délai. Il serait donc inutile de continuer à trouver des arguments contre cette option, puisque tout le monde semble être d'accord pour la condamner. Il reste, quand même, qu'on a le droit de s'interroger très sérieusement sur l'apathie des gouvernements subie depuis tellement d'années, sans que personne ne semble s'offusquer de cette situation. Il a fallu un réveil nationaliste important au Québec, pour que les gens en place se décident à ouvrir enfin les yeux et veuillent se pencher sur le problème. C'est un autre résultat d'un colonialisme, qui a failli nous tuer avec la complicité de nos politiciens et de nos hommes

d'affaires, un peu complexés et toujours plus avides d'argent que de patriotisme. Le Premier Ministre vient de présenter à l'Assemblée Nationale deux choses importantes pour la Nation, à savoir:

a) un ordre en conseil portant le numéro 3958 et créant une commission d'enquête pour sauvegarder, dans l'esprit du gouvernement, les droits de la majorité française au Québec;

b) le bill 85, qui garantit les droits de la minorité anglaise au Québec;

Encore une fois, le peuple a à regretter amèrement et à juger sévèrement le fait qu'avec la complicité de l'opposition libérale et sans avis de motion au préalable, on ait décidé de passer à la vapeur un bill si important pour la survie du Québec, en laissant par là le peuple sans possibilité de défense. Au sujet du bill en question, l'article I dit: "Acquérir, dès leur arrivée, une connaissance d'usage de la langue française et faire instruire leurs enfants dans des écoles reconnues par le ministre, comme étant de langue française". Il est prouvé par l'expérience depuis cent ans que les néo-canadiens qui débarquent au Québec et qui ne sont pas de langue française, se dirigent toujours vers l'étude de la langue anglaise. Informés avant leur départ de leur pays respectifs qu'ils auront à vivre entourés de deux cents millions d'anglo-saxons et prenant pour acquis que, n'ayant rien de commun avec notre peuple, leurs chances de gagner leur vie en anglais s'avèrera une tâche beaucoup plus facile pour eux, il serait utopique de penser que ces néo-québécois changeraient subitement d'idée, sous l'impulsion d'un simple comité d'accueil de langue française.

Ce genre d'immigration était, est et sera toujours néfaste, désastreux pour la Nation québécoise et française. Le bill n'apporte donc rien de concret pour corriger cette situation, au contraire.

2) Une loi des langues

Les articles de 2 à 7 du bill instituent un comité linguistique du Conseil Supérieur de l'éducation, dont dix membres seront de langue française et cinq membres seront de langue anglaise, soit une proportion de 1 sur 3. Nous considérons que c'est là un acte discriminatoire posé par le gouvernement contre la Nation française, puisque la population est à 86.4% francophone, au Québec. La dernière partie du bill est sans attrait, et n'impose aucune obligation; par contre, psychologiquement parlant, elle peut causer des troubles sérieux comme ceux de St-Léonard.

En fait, le bill n'est que de la poudre jetée aux yeux de la population et ne fait que confirmer les droits d'une minorité omnipuissante et omniprésente, droits déjà garantis par l'article 133 (93 d) de la Constitution canadienne. C'est de la part du gouvernement un déploiement de zèle intempestif en faveur de la minorité anglaise et contre la majorité française. Par ailleurs, le gouvernement confirme et amplifie les droits de la minorité anglaise par la passation d'une loi dans l'immédiat et renvoie à une commission qui étudiera pendant un an les droits de la majorité. De plus, le rapport de la commission peut entrer en conflit avec la loi présente sur la minorité; ce sera alors une cause profonde de troubles raciaux dans la province. D'un autre côté, le rapport du comité nous relèguera dans le Statu Quo, qui provoque présentement, à long terme, le génocide de la race. Enfin, il aurait fallu que le bill eût mentionné l'autorité du gouvernement pour faire de l'immigration sélective et francophone, avant de parler de l'accueil et de l'ambiance que l'on veut créer, bien vainement d'ailleurs, afin de convertir les immigrés des autres langues à s'intégrer à la nôtre.

Ce bill sur les minorités linguistiques, de Bertrand, donne l'impression de cacher un compromis honteux, sinon de se rendre jusqu'à la trahison contre notre propre Nation. Il reste inutile d'élaborer plus longuement sur cette option qui déjà avant d'être présentée à l'Assemblée Nationale a rencontré la réprobation de tous les corps intermédiaires, de l'énorme majorité du peuple de chez nous, à l'exception des moutons ignorants ou transfuges, qui siègent au parlement, derrière Bertrand, Lesage et notre mini-chef Nationaleux-socialiste, René Lévesque.

3) La persuasion pour faire du français la langue prioritaire au Québec

J'admets que ce serait là un moyen louable si nous n'avions pas vécu l'expérience des cent dernières années. Mais ce fameux moyen reste totalement utopique et totalement indéfendable dans la vie de tous les jours. Pourquoi les anglo-saxons, qui contrôlent l'économie, la finance, les exportations, les importations, l'immigration par Ottawa, l'immense majorité des actions de nos compagnies, voudraient-ils changer? Que leur donnerait, en pratique, cette nouvelle attitude qu'on leur demanderait gentiment d'accepter afin de nous faire plaisir?

Je crois que le simple fait de poser cette question y répond amplement, plus que toutes les synthèses que l'on pourrait élaborer sur le sujet.

4) Loi qui ferait du Québec un pays unilingue français

Nous savons, nous du Parti Nationaliste Chrétien, cette solution la seule valable dans les circonstances actuelles. Il reste l'élément anglais, comment serait-il protégé? D'abord, par la Constitution du Canada, à la condition expresse que les écoles anglaises du Québec acceptent de devenir bilingues. De plus, nous avons le droit de renvoyer la balle à nos amis anglo-saxons et de leur demander de quelle façon ils ont protégé nos minorités à nous dans les autres provinces depuis cent ans.

J'admets que l'Ontario fait de très beaux efforts, de ce côté, depuis quelques années. Tant mieux, nous sommes ravis de sa bonne volonté à l'endroit des nôtres. Il nous faudra faire autant, **MAIS PAS PLUS DANS L'AVENIR POUR NOTRE MINORITE ANGLAISE**, que l'Ontario fera pour la nôtre, chez elle. N'est-ce pas là le plus beau pacte que nous puissions sceller avec nos amis anglo-saxons? N'est-ce pas aussi la meilleure garantie que nous ayons d'un respect mutuel certain, dans les deux parties les plus importantes du Canada actuel? Agir autrement pour le Québec de 1969 serait de la bêtise, que l'histoire ne pardonnerait certes pas.

2) LE PROBLEME CONSTITUTIONNEL

Qu'il soit bien entendu que le Parti Nationaliste Chrétien ne demande pas immédiatement un mandat pour régler le problème constitutionnel du Québec. Les autorités du Parti, depuis sa fondation, ont constamment répété cette prise de position très claire de notre part.

Nous croyons toutefois que d'ici peu de temps, nous aurons à régler cette question vitale pour le peuple québécois. Il n'en demeure pas moins vrai que présentement nous demandons au peuple le droit absolu de régler le problème éducationnel et de remettre en marche la nation, devenue très malade à cause du désordre installé chez nous en loi de continuité.

Notre gouvernement doit d'abord se charger de ramener l'ordre, la paix, la sécurité et la prospérité au sein de nos frontières. Il se doit aussi de structurer l'éducation pour que nous puissions former pour l'avenir des citoyens honorables, compétents et capables de relever le défi de l'Histoire. Il devra aussi rétablir un équilibre sain dans l'administration du Québec et relancer notre Nation tant au point de vue économique qu'au point de vue social.

Ensuite mais ensuite seulement, le Parti Nationaliste Chrétien reviendra devant le peuple roi, en démocratie, pour lui demander un mandat bien précis en affaires constitutionnelles. Le Parti Nationaliste Chrétien — c'est une promesse faite sur l'honneur — reviendra demander aux gens de chez nous, sous quelle option constitutionnelle il entend vivre dans l'avenir. Ce mandat précis pourra alors prendre l'allure d'une élection générale, ou encore provoquer un référendum, suivant les circonstances et l'ambiance politique, la gravité de la situation au pays ou enfin suivant les données et l'urgence du règlement du problème.

Cette question bien réglée, il reste hors de doute que le Chef du Parti Nationaliste Chrétien a oeuvré pour l'indépendance politique du Québec depuis quelques années. Mais Monsieur Léo Tremblay, qui croit à la représentation par l'élection comme on se doit de le faire en démocratie, n'a absolument pas l'intention d'imposer son opinion au peuple du Québec. Au contraire, il s'est battu toute sa vie, avec conviction, avec acharnement afin que le gouvernement soit toujours le serviteur du peuple et non son maître. Les campagnes qu'il mène depuis cinq ans, sans relâche, contre "l'Establishment", contre la dictature du fonctionnarisme, prouvent amplement sa philosophie, sa façon de penser dans ce domaine. Et personne ne pourrait l'accuser d'être autrement sans choir dans l'illogisme.

Il serait sans doute malvenu d'affirmer que le Parti Nationaliste Chrétien n'a pour le moment aucune option constitutionnelle à suggérer et qu'il n'est pas en mesure de faire face à ce problème, s'il était posé de façon aiguë, par les circonstances, une fois au pouvoir.

Enracinée dans le sol d'Amérique depuis bientôt quatre siècles, la Nation québécoise et française du Canada est maintenant devenue adulte et a droit à l'autodétermination. Tout le

monde en politique au Québec est d'accord pour accepter au moins ce principe de base. Et pas un seul parti n'oserait contester ce désir de vivre libre de notre peuple.

D'ailleurs, la Charte des Nations-Unies le proclame bien haut, reconnaît à chaque nation le droit inaliénable à l'autodétermination, c'est-à-dire à la maîtrise de son destin national.

Qu'est-ce que ce principe peut signifier, sur le plan pratique pour un peuple quel qu'il soit? Il signifie trois choses très distinctes:

- 1) un territoire précis sur le globe terrestre;
- 2) une langue nationale, soit un moyen de communiquer entre ses habitants;
- 3) un état national, qui a pour fonction d'administrer le peuple concerné.

Est-ce bien clair?

N'est-il pas aussi vrai que depuis la fin de la dernière guerre, des douzaines et des douzaines de peuples, beaucoup plus pauvres et beaucoup moins préparés que le nôtre, soient sortis du colonialisme et soient parvenus ainsi à l'indépendance politique? N'est-il pas aussi vrai qu'ils ont été reçus aux Nations-Unies? N'est-il pas aussi vrai que les pays, qui les avaient colonisés, ont parrainé leur entrée parmi la grande société mondiale? De fait, nous les français du Québec sommes maintenant les seuls nègres blancs de la terre, c'est-à-dire le seul peuple de race blanche au monde, qui ne soit pas encore indépendant. Ne trouvez-vous pas ce fait assez humiliant? Nous pensez-vous assez arriérés pour continuer d'être les vassaux d'une autre nation? Ou encore ne pensez-vous pas que l'on doit envisager le problème froidement, sans peur, objectivement avant de rejeter dans notre esprit toute idée d'indépendance?

Naturellement, quand on envisage l'indépendance politique il ne faudrait pas y voir la situation d'un peuple refermé sur lui-même, élevant des barrières autour de ses frontières, se repliant et se fermant hermétiquement à ses voisins. Ceux qui envisagent l'indépendance de cette façon parlent là d'un séparatisme impensable, utopique en Amérique du Nord.

Quand on parle d'indépendance politique, il faut plutôt voir la philosophie d'un peuple qui veut se donner tous les outils nécessaires, essentiels, voire même vitaux à sa survie nationale, politique, économique et sociologique. Il faut aussi voir le fait d'un peuple libre, qui désire ardemment entretenir des liens de bon voisinage avec tous les pays qui l'entourent. Il faut y voir une indépendance qui permettrait au peuple du Québec de faire partie d'ententes commerciales, culturelles ou autres avec tous les peuples anxieux de vivre dans la paix, l'harmonie, l'entente cordiale. . . Il faut enfin y voir le fait d'un peuple libre, qui désire cette liberté essentielle pour tous les autres peuples qui ont des frontières communes avec le sien d'abord et avec tous les autres peuples avec qui il veut traiter.

Et l'indépendance politique réelle ne peut se faire que d'une seule façon: par la volonté du peuple concerné. Il n'y a donc aucun danger que cette indépendance soit imposée à la Nation québécoise, par le Parti Nationaliste Chrétien, ni aujourd'hui, ni demain, ni jamais.

Cette question réglée, il serait intéressant de souligner le fait que tous les partis politiques sont d'accord pour admettre que le "Statu Quo actuel" soit, la Constitution présente du Canada, n'est plus admissible, qu'il faille la changer le plus rapidement possible et que tout le monde est d'accord pour augmenter très sensiblement l'autorité du gouvernement provincial en droit constitutionnel. Ce qui revient à dire que la vérité se situerait entre le principe des deux Nations ou l'indépendance. D'accord avec tout le monde, nous avons conclu que le pacte confédératif est mauvais en principe. Posons-nous maintenant cette question: l'indépendance est-elle possible au Québec? Quand nous aurons répondu à cette question essentielle, il suffira pour le peuple de décider si nous avons raison ou non. C'est aussi simple que cela. Le peuple doit rester le maître absolu de son destin et les hommes politiques, ses serviteurs et non ses maîtres. Ceux-ci doivent s'incliner devant la volonté du peuple. C'est ce que nous ferons toujours, le sourire aux lèvres, convaincus que le peuple sait avoir raison quand on lui fait confiance.

b) L'indépendance est-elle possible?

Pour répondre à la question posée dans le titre de ce chapitre, il faut d'abord s'en poser une autre: que faut-il à un peuple pour qu'il soit viable dans l'indépendance? Voilà une question cruciale qui donne toute son ampleur au problème de la liberté aussi bien chez nous que partout sur la planète. C'est la question de base pour voir clair. C'est sur elle que tout repose.

1) Nature de l'indépendance

Tous les historiens et les économistes vous diront que le peuple qui aspire à l'indépendance politique, doit rencontrer certaines conditions essentielles, s'il veut vivre heureux avec un minimum de sécurité nationale et matérielle. Par une race qui forme au moins la proportion majoritaire de son peuple. Nous, canadiens-français, nous rencontrons cette première exigence, puisque nous formons une majorité de 86% de toute la population du Québec.

Et si la natalité, chez nous, était encouragée par l'état, au lieu d'être décriée, avilie, cette proportion irait, sans doute, en s'accroissant avec les années. Je ne peux ni comprendre, ni admettre cette peur hystérique de la natalité. On décourage nos gars et nos filles en leur prêchant la mode athée du "birth Control". Mais on oublie qu'un peuple, qui ne se reproduit pas normalement, se meurt et est appelé à disparaître. Ceux qui avancent cette philosophie anti-naturelle, chez nous, commettent un acte précis de trahison nationale. Ce fait est corroboré par l'histoire de nombreux peuples dont l'influence et la force ont baissé rapidement quand cette politique de suicide national a été installée, chez eux. Et j'ajoute que cette histoire est vraie, aussi bien pour les peuples anciens que modernes.

Ensuite, il faut une langue commune et une culture propre. C'est essentiel afin que le peuple qui aspire à l'indépendance soit en mesure de faire communiquer facilement ses habitants entre eux. Le problème ne pourrait pas se poser là, non plus pour nous, puisque nous avons hérité de la plus belle langue du monde, la

plus concise, la langue de la diplomatie internationale. Nous possédons aussi la plus belle culture, la culture française, qui prend ses origines chez les grecs et les latins. Et c'est cette culture qui est à l'origine de toute la civilisation occidentale, depuis des millénaires.

On demande aussi que ce peuple ait une mentalité bien à soi et des traits caractéristiques, comme nation.

De nouveau, nous rencontrons ces exigences. Notre mentalité nous est tellement particulière, qu'elle semble devenir agaçante. Pour les trouillards, les transfuges et les anglo-saxons: "Ah! les Canadiens-Français du Québec, il n'y a qu'eux pour agir comme ceci ou comme cela". C'est un vieux cliché, n'est-ce pas, et combien de fois ne l'a-t-on pas entendu?

Et nos traits caractéristiques sont tellement prononcés, fleur de peau, que même un français de France ne s'y reconnaît pas au début.

Enfin, on demande à ce peuple qu'il ait une capacité économique nécessaire pour garantir cette indépendance. Qu'est-ce que ça veut dire des garanties économiques? Ça veut dire des possibilités matérielles, des ressources naturelles, des industries en marche, une agriculture, des industries de conversion, des commerces, etc. . . etc. Si un peuple remplit toutes les conditions précitées, il met alors toutes les chances de son "bord" et ses risques d'insuccès sont à peu près nuls. Il nous reste à répondre à la dernière question.

Les ennemis de l'indépendance nous diront que nous sommes trop pauvres pour garantir notre liberté politique. Sommes-nous si pauvres que cela? Au début, décidons d'un problème comparatif. Je crois que cette façon de procéder pourrait mieux nous faire comprendre la situation. "La situer dans son contexte", comme disent "les nouveaux intellectuels". A-t-on oublié que depuis vingt ans les Nations-Unies, de concert avec les peuples concernés, viennent d'affranchir près de deux cents millions d'Africains et de leur donner la liberté? Et Monsieur Pearson, notre ancien Premier Ministre, a été un fervent partisan de l'indépendance, pour ces gens-là. Vous ne trouvez pas ça paradoxal? C'est vrai que les Africains n'étaient pas des vaches à lait, pour le Canada anglais, comme nous le sommes. Mais passons.

Ces peuplades, à peine évoluées de l'âge de pierre et de barbarie, n'ont aucune culture semblable à la nôtre, ne rencontrent pas les normes exigées par les historiens et les économistes,

n'ont pas nos richesses, et pourtant, réussissent à vivre dans la paix et dans l'harmonie, tout en prospérant. Ces petits peuples n'ont pas le centième de ce que nous possédons, et se débrouillent très bien, avec une population pas plus nombreuse que la nôtre.

2) Les ennemis de l'Indépendance

Ceux qui nous refusent obstinément notre liberté, veulent-ils réellement nous ravalier à un niveau inférieur à ces gens-là? Quand les ennemis de l'indépendance nous entendent parler de l'Afrique, ils nous "tirent" immédiatement le Congo Belge en pleine face. Je trouve ça drôle. Sur une quarantaine de pays acquis à l'indépendance, ils vous amènent l'exception, qui confirme la règle. D'ailleurs, tout le monde sait que le Congo avait des difficultés tribales particulières, que vous ne pouvez adapter à aucun autre pays. Et malgré toutes ces difficultés, il semble maintenant que le fameux Congo, sa première crise d'apprentissage de la liberté passée, va voguer vers la stabilité et la paix. Les transfuges et les traîtres ne pourront plus nous l'envoyer en pleine face. Que vont-ils trouver pour faire échec à nos aspirations? Il sera intéressant de surveiller leur comportement. C'est donc aussi une objection que ne valait pas cher et que le temps se charge de réduire à néant.

Il reste un fait certain, si ces peuples ont droit à la liberté, nous y avons droit aussi. Et l'on s'obstine à nous la refuser. C'est une insulte grave à faire à notre race, à notre intelligence nationale. Nous devrions pourtant en avoir assez d'être traités en nègres blancs et en valets, par un peuple qu'on dépasse de cent coudées. Il y a aussi le fait, peu glorieux pour nous, que nous sommes restés, la seule race blanche encore colonisée sur la surface du globe. On est donc terriblement en retard et notre aspiration à l'indépendance n'est certainement pas prématurée.

3) Les facteurs de l'indépendance

Ceci étant acquis, que possédons-nous pour atteindre le statut d'hommes libres, en pays libre?

En premier lieu, nous possédons une jeunesse extraordinaire, instruite et qui s'instruit davantage chaque jour, touchant, tous les domaines des activités humaines. Nous possédons une jeunesse avide de savoir, enthousiaste, (assez pour déranger les

bourgeois) sérieuse et imbue de ses responsabilités vis à vis sa Patrie. Je voudrais bien qu'elle soit aussi convaincue lorsqu'il s'agit de notre religion. Je suis sûr qu'aucune force au monde ne pourra l'empêcher de libérer notre beau pays.

Nous avons des ingénieurs compétents, capables de construire n'importe quoi. La construction de la Manicouagan et de Bersimis en sont des preuves irréfutables. Nous avons de grands médecins, des scientifiques de marque, des chercheurs qui ont le sacerdoce de leurs talents, des architectes surprenants et qui nous font honneur, des technocrates de valeur, des sociologues éminents, des techniciens avertis, des chefs d'entreprise capables de prendre de très grandes responsabilités et des ouvriers vaillants. Notre capital humain est à l'avant-garde de la civilisation. Cessons donc d'avoir des complexes stupides.

Nous possédons le sol le plus riche du monde et des terres arables capables de faire vivre aisément 20 millions de population et nous ne sommes que cinq millions et demi. Nous avons des mines aux richesses inépuisables et tellement diverses. Nous avons des forêts immenses, presque illimitées, des industries connexes, qui sont en mesure de faire fructifier ces forêts. Nous avons des pouvoirs électriques, hydro-électriques, qui lancés à pleine capacité de production, peuvent électrifier le tiers de l'Amérique du Nord. Ils peuvent servir d'épine dorsale pour lancer toutes les grandes industries de base ou secondaires, dont nous pouvons avoir besoin. Nous possédons des richesses naturelles extraordinaires, qui font l'envie du monde entier et dont l'immense majorité n'est pas encore exploitée. Nous possédons des voies de communications terrestres et aériennes modernes, neuves et des services publics bien ajustés. Nous possédons la plus belle voie navigable du monde (le St-Laurent), dont les affluents sillonnent presque tous les centres importants de notre patrimoine. Nous avons enfin un pouvoir de revenus publics nécessaire pour faire fonctionner, sans déficit, un budget annuel de quatre milliards, et qui ira toujours en augmentant. Et malgré toute cette charpente merveilleuse, qui pourrait servir de base à la société la mieux organisée, on nous fait l'insulte de nous dire, que nous sommes trop pauvres!

Expliquez ce problème, à l'étranger, et vous entendrez le plus formidable éclat de rire de l'histoire. Amenez la pauvreté comme objection à l'indépendance, c'est d'un illogisme puant. Nous sommes riches, très riches, mais on voudrait nous le cacher.

On voudrait essayer d'apeurer le peuple, non prévenu, afin de pouvoir continuer à nous voler, à nous exploiter comme des bêtes de somme. Voilà la vérité dans toute sa laideur. Souhaitons que le peuple ne se laissera pas prendre à ce petit jeu, ni ne se laissera leurrer par cette chasse aux chimères.

J'espère aussi que ce petit tableau, que je viens de vous brosser, vous le peuple, vous aura convaincu de relever la tête une fois pour toutes. J'espère, enfin, que vous êtes décidés à cracher votre dégoût à tous ceux qui voudraient vous faire l'insulte de vous prendre pour des imbéciles, avec leur pauvreté factice.

Non seulement l'indépendance ne nous appauvrirait pas, mais elle nous enrichirait et revaloriserait notre monnaie, en la stabilisant sur le marché international. Et dites-vous bien que ces prophètes de malheur sont des bourgeois qui craignent de se voir enlever le plantureux gâteau qu'ils dévorent, tout en vous appauvrissant. Ils se refusent à vous le redonner et même à le séparer avec vous LES VRAIS PROPRIETAIRES. Enlevez-leur, il vous appartient et débarrassez-vous de cette racaille, que sont les bourgeois anglo-saxons, menteurs et voleurs.

Les ennemis de la liberté et les politiciens sont tous corrompus et ne visent qu'un but: gagner du temps. De cette façon, en continuant de vous exploiter, de vous voler, ils pourraient essayer de vous faire disparaître. Alliés des anglo-saxons, ils se préparent à vous englober par une immigration intensive, sélective et rapide. Ils savent pertinemment que si la situation présente se continue encore 25 ans, nous ne serons plus, nous les québécois, que 11% de la population canadienne. Leur but sera alors atteint: le danger de l'indépendance pour eux sera passé et ils pourront continuer à vous voler à jamais.

De grâce, ne vous laissez pas faire. Relevez le défi de l'histoire. Nous pourrions écrire la plus belle épopée des temps modernes, en faisant l'indépendance. Pensez-y, nous le devons à nos enfants.

Vous venez de lire l'opinion constitutionnelle du chef du Parti Nationaliste Chrétien. C'était essentiel. Quand nous aurons ramené l'ordre, la paix, la sécurité, la prospérité, quand nous aurons restructuré l'éducation, comme il se doit, nous reviendrons alors sur ce problème, pas avant. D'ici là, nous demandons au

peuple de réfléchir longuement sur toutes les données du problème, afin d'être bien éclairé sur la situation, quand le temps de la grande décision sera venu.

Décider de l'avenir de toute une nation est une responsabilité trop grande pour un seul homme, un seul parti. Seul, tout un peuple peut le faire à la lumière de toutes les données du problème. C'est ça l'autodétermination. Pensez-y, notre Patrie aura à prendre cette responsabilité énorme au cours de la présente décennie. Fasse le Ciel qu'elle ne se trompe pas et que Dieu lui soit en aide. Et n'oublions surtout pas que sous le régime confédératif le Québec reste toujours pauvre et possède toujours 50% des chômeurs du pays.

Avant que le problème constitutionnel soit réglé de façon définitive, il serait tout de même urgent que le Québec obtienne certains outils essentiels à sa survivance nationale et économique. Il faut ces outils, et le plus rapidement possible, sans cela nous courons droit au désastre et d'une façon inévitable.

Qu'on nous permette d'en énumérer quelques-uns de ces outils. Malheureusement, dans un fascicule de programme comme celui-ci, que nous présentons, nous sommes devant l'alternative de nous contenter de l'énumération seulement.

Il faut de toute évidence que nous obtenions la garantie de diriger nous-mêmes et seuls notre immigration. Il faut que nous obtenions la garantie de diriger notre économie d'importations et d'exportations. Il faut que nous obtenions la garantie de diriger nos échanges culturels avec les autres pays francophones du monde. Il faut que nous obtenions la garantie de diriger nos ressources naturelles terrestres, minières, marines et sous-marines au sein de nos frontières. Ce sont là des outils vitaux, dont on ne peut plus se passer. Sans cela, nous sommes appelés à disparaître à brève échéance.

2

Le CHRIST et la PATRIE

Le Parlement de la nation devrait statuer la croyance en Dieu de notre peuple, chrétien en très grande majorité, par une proclamation officielle. De cette façon, nous irions rejoindre les plus grands pays du monde, qui l'ont déjà fait à l'exception de la Chine et de la Russie. Et nous poserions, par ce fait symbolique, un cran d'arrêt à ce vent d'athéisme qui déferle chez nous, si bien orchestré par une infime minorité, aidée de Radio-Canada, et qui essaie de pourrir notre peuple et notre jeunesse par une propagande vicieuse.

1) EDUCATION

a — Les principes fondamentaux d'un vrai ministère de l'éducation

On ne saisira jamais la vérité sur le problème éducationnel, chez nous, si l'on ne se rapporte pas à l'Histoire de notre Nation. Et afin de capter toute l'importance essentielle de celle-ci, sur le

comportement des êtres et des événements dans la vie nationale, nous nous voyons forcés de vous retourner au passé pour que nous puissions en dégager tous les faits à la lumière des leçons que nous y apprendrons.

Dès le départ, à cause d'une situation exceptionnelle, extraordinaire dans la vie d'un peuple, les principes de base d'une vraie éducation, dirigée suivant le cours naturel, ont été faussés par la force des choses. Loin de nous la pensée de blâmer ces événements. Au contraire, à ce moment critique de notre Histoire, cette façon de procéder, en éducation, était essentielle, vitale pour notre peuple. Et paradoxe surprenant, c'est en faussant les vrais principes de base d'une éducation vraie et naturelle que le Canada Français a pu survivre.

Qu'est-ce à dire? Reprenons le cours des événements dans la trajectoire de l'histoire. Sous le régime français, les rois très chrétiens avaient exigé de l'Eglise, devenue maîtresse en éducation chez nous, de conduire la formation des enfants de notre pays, colonie de la France.

Naturellement, nous n'étions, à ce moment-là, qu'une petite Nation à peine vivante, encore au berceau, et dans l'impossibilité la plus absolue d'administrer nos destinées en éducation. Bien plus, nous n'étions pas maîtres chez nous. Nous n'étions pas une vraie Nation dans le sens juridique du mot.

Il faut, par ailleurs, ajouter que l'Eglise a tout de même fait des prodiges pour structurer et aider à l'épanouissement de la liberté en éducation; mais sans jamais y réussir pour des raisons qu'il serait trop long d'analyser ici.

Puis vint la conquête anglo-saxonne de 1760. La petite nation canadienne-française, à peine sortie des balbutiements du berceau, privée de ses nobles, de sa bourgeoisie et de son élite qui avaient regagné la France, après le traité de Paris, se retrouva seule et désemparée, presque désespérée.

60,000 gueux, entourés de leurs curés en guenilles, déposés de leurs biens, blessés jusqu'à l'âme, affamés, dépourvus de l'essentiel pour toute survie journalière et nationale, ont quand même décidé de survivre contre toute espérance et contre toute logique humaine. Nous passerons ici sous silence les miracles qui ont dû se produire journellement afin que nous continuions d'exister, de survivre comme peuple, et comme nation. Cette survie historique et héroïque reste impossible à comprendre pour

tous les historiens et tous les philosophes étrangers, qui se sont penchés sur le problème. Notre survie, en terre d'Amérique, reste le plus grand prodige humain du globe.

Et c'est là vraiment que se situe le paradoxe des principes en éducation, qui nous a permis de ne pas disparaître.

La Nation, aux prises avec les problèmes les plus graves et les plus constants, s'est toujours tournée, en éducation, vers la seule force valable qui existait pour la formation des enfants: l'Eglise. La Nation a confié à l'Eglise l'éducation de ses enfants.

Les religieuses, les religieux, les curés sont devenus professeurs, formateurs de ces déracinés sublimes, dont la force de volonté de survivre n'avait d'égal que l'héroïsme de leurs actions journalières.

D'ailleurs, toute notre histoire fut tellement critique à ce moment-là, qu'elle est presque impensable aujourd'hui, tant elle est cousue d'héroïcité constante. C'était une règle de vie qui passait même inaperçue dans le temps, tellement elle était généralisée.

Et on ne dira, ni ne chantera jamais assez la grandeur d'âme, l'opiniâtreté, la volonté du sublime qui animaient la soutane, l'habitant et la mère de famille de ce temps-là.

L'Eglise, ai-je dit, est devenue l'épine dorsale de la Nation en éducation. La Nation, afin de survivre, avait abandonné ses pouvoirs, ses droits au clergé pour ne pas disparaître. C'était fausser les principes de base en éducation, mais c'était essentiel, vital. Nous devons notre survie nationale à ce paradoxe sublime.

Il nous reste maintenant à nous expliquer. A situer les principes et à définir notre pensée, notre philosophie pour que vous compreniez bien clairement, absolument. Pour expliquer les vrais droits en éducation, il faut faire l'énoncé de certains principes maîtres, absolus, immuables, à savoir:

1) d'abord, la famille est la cellule principale de la société, de la nation. "Si elle tient bon, tout est sauvé; si elle périt, tout est perdu" (Pétain);

2) la réunion des familles forme la nation;

3) l'enfant appartient à la famille donc à la nation, mais non pas à l'Eglise ou à l'Etat;

4) la famille ou la réunion des familles, donc la nation, est la seule responsable, et non pas l'Eglise ou l'Etat, de la vie corporelle et intellectuelle de l'enfant;

5) il est dont indéniable que l'éducation soit le droit inaliénable des parents;

b – L'Education chez nous depuis 100 ans

Partant de là, nous allons maintenant analyser, à la lumière de ces principes de base, les divers facteurs qui ont joué dans la vie éducative chez nous depuis cent ans environ. Nous allons aussi tirer les conclusions essentielles qui nous permettront d'envisager l'avenir objectivement pour la formation de notre jeunesse.

1) l'Eglise. Nous l'avons dit plus haut, nous le répétons, nous devons à l'Eglise notre survie nationale, culturelle et religieuse. C'est un fait irréfutable. Nous lui devons aussi une reconnaissance éternelle pour tout ce qu'elle a fait pour la Nation depuis 1760. Ca, c'est admis. D'autre part, il nous faut analyser maintenant son comportement jusqu'à nos jours. Ca, c'est essentiel, même si nous nous devons, au nom de la vérité, ne pas faire plaisir à tout le monde.

L'Eglise a parfaitement le droit et le devoir d'enseigner la religion dans les écoles, chez un peuple à majorité chrétienne. Et personne n'a le droit ni le pouvoir de l'empêcher d'exercer ce droit.

2) après la conquête, l'Eglise a pris charge de l'éducation à cause de l'impuissance des parents à le faire.

3) elle a élaboré et maintenu, jusqu'à ces dernières années, un contrôle presque exclusif sur l'éducation de nos enfants.

4) son système a été bon puisqu'il rencontrait les besoins de la Nation, en ce temps-là.

5) l'Eglise a trop eu de l'Etat et s'est compromise vis-à-vis celui-ci au détriment des parents.

6) à cause du vent de laïcisation et malheureusement aussi à cause de son embourgeoisement, l'Eglise, devant la puissance nouvelle de l'Etat, a reculé et abandonné tous ses privilèges et même ses droits religieux, contre les parents en éducation, en faveur de l'Etat.

7) sa participation tacite à ce complot de l'Etat et la collaboration de ses jeunes prêtres, qui en deviennent les créateurs, les employés, est malheureuse pour la Nation et pour la foi.

8) c'est un vieux cliché que d'affirmer que la puissance de l'Eglise, au point de vue financier, est devenue chez nous extraordinaire, omnipotente et nuisible à l'expansion de l'Apostolat.

9) le clergé, ayant trop d'intérêts financiers à sauvegarder, à protéger et à faire fructifier, perd souvent la philosophie de l'essentiel pour l'accessoire depuis quelques années chez nous.

10) l'Eglise, aujourd'hui, tente de justifier l'Etat contre les parents et leurs droits inaltérables en éducation.

11) l'Eglise, à cause de l'emprise qu'elle a maintenue en éducation, est aujourd'hui mal placée pour reprocher à l'Etat, les péchés qu'elle a elle-même commis auparavant.

12) si les soutanes ont aujourd'hui disparu, à toutes fins pratiques, dans l'enseignement, l'Eglise, complice de l'Etat, en est responsable, en face des parents qui continuent malgré l'Etat et malgré une partie de l'Eglise (il faut naturellement ici exclure les curés et l'Episcopat) à vouloir leurs écoles confessionnelles.

De fait, ça aussi c'est un paradoxe: l'immense majorité des parents du Québec tient cent fois plus aux écoles confessionnelles qu'une partie de l'Eglise et que l'Etat.

13) par essence, comme pour sa survie et la construction de ses temples et de ses services, l'Eglise en éducation est placée dans l'alternative de se fier à la ferveur des parents pour promouvoir et conserver la foi dans les écoles. Néanmoins, nous assistons maintenant à une espèce de renversement de l'alternative précitée. Les parents veulent absolument garder la foi et les écoles confessionnelles, les soutanes dans l'enseignement. Par contre, une grande partie de l'Eglise se contente, contre les parents, d'une pastorale impossible dans les faits et l'Etat prêche et impose l'école neutre pendant que le clergé dans l'enseignement se tait trop souvent.

c — Ce qu'elle paraît aujourd'hui

C'est le renversement des valeurs. Nous vivons dans les ténèbres d'une nuit de cauchemars où l'argent semble avoir plus d'importance que le chemin de croix, où le confort et le luxe l'emportent sur le sacrifice, où la pastorale mitigée et sans effet prend le dessus sur le vrai sacerdoce, où le vrai prêtre, curé, le pasteur est forcé de démissionner, parce qu'il est accusé d'être rétrograde et parce qu'il garde jalousement le dépôt de la foi. Bien plus, il est parfois persécuté dans son sacerdoce, pendant que le collaborateur naïf et socialisant est repu, auréolé et prend part activement à la laïcisation et au départ du Christ du sol Québécois. Vanitas Vanitatum et Omnia vanitas.

Seigneur, ayez pitié de notre clergé dans l'enseignement! L'Eglise est devenue malheureusement spectatrice en public au lieu d'être engagée du côté des parents chrétiens, et l'Etat est devenu maître au lieu d'être serviteur. C'est de l'aberration mentale. Nous avons laissé créer le désordre, nous semblons nous y complaire et demain nos rues seront peut-être maculées de sang, parce que nous aurons été lâches, apathiques et indignes de nos ancêtres. On dira certes que nous semblons être très durs à l'endroit de l'Eglise. C'est vrai. Est-ce à dire que l'Episcopat, par exemple, chez nous n'a rien fait pour protéger les valeurs fondamentales que nous défendons?

Pas du tout, au contraire, nous sommes convaincus que l'Episcopat a fait des représentations privées, que celles-ci n'ont pas toujours été écoutées et qu'enfin nos évêques ont accepté, de mauvaise grâce, ce qui se passe chez nous.

Quand nous soulignons l'Eglise dans ce texte, il s'agit plutôt de l'Eglise de l'enseignement, soit les communautés religieuses qui se sont sabordées et qui sont devenues complices du pouvoir laïc et souventes fois irrégulier.

Il est quand même évident que l'immense majorité des curés de chez nous seraient heureux, avec tout le peuple, d'entendre Son Eminence le Cardinal Roy répéter les déclarations suivantes, en public, et qu'il a déjà faites à l'adresse du Parlement et de tous les chrétiens du Québec il y a quelques années:

"Selon le concept que l'Eglise a de l'éducation, a dit son Eminence, une école qui peut satisfaire pleinement les catholiques n'est pas simplement une école où l'on donne, à côté des matières profanes, un enseignement proprement religieux ou encore où l'on consacre des moments à la prière et au culte. C'est un des aspects de l'universalité propre du christianisme que celui-ci embrasse l'ensemble de la vie humaine et donne l'inspiration et un éclairage particulier à toute l'activité de l'homme. Le levain qu'est la doctrine du Christ doit être mis dans la pâte. Pour un étudiant, la pâte ce sont aussi les matières profanes qu'il étudie, c'est le milieu dans lequel il vit. Un esprit chrétien doit donc se retrouver dans toute la vie de l'école, dans son ordonnance, dans la philosophie de l'éducation qui l'anime, dans ses conceptions pédagogiques. On comprend en particulier qu'une telle concep-

tion implique certaines exigences pour ce qui est des programmes, de la qualité du matériel didactique, des qualifications des éducateurs eux-mêmes.”

2) L'ETAT

1) Dès 1845, l'Etat a admis constitutionnellement et juridiquement la suprématie naturelle, la priorité des parents, de la famille, en éducation en créant les corporations scolaires électives et confessionnelles, suivant les règles du traité de Paris.

2) L'Etat, tant au point de vue naturel que logique n'a qu'un droit de suppléance dans la vie corporelle et intellectuelle de l'enfant, à la condition expresse que la Nation lui demande. Sans cela, il n'en a aucun.

3) L'Etat n'a des droits que sur le peuple, les citoyens, sur l'homme et la femme parvenus à maturité c'est-à-dire sur les personnes majeures et déclarées comme telles par la loi et la constitution.

4) Quand l'Etat s'empare, étatisé l'éducation, son action devient anti-naturelle, anti-constitutionnelle, illégale et provoque le désordre dans la société tout entière.

5) Le ministère de l'Education actuel vit dans l'illégalité la plus absolue et tous les argents qu'il dépense à coût de milliards depuis 1960, contre la volonté du peuple, sont à toutes fins pratiques, de la fraude publique, du détournement de fonds, de la coercition à la liberté de la Nation.

6) En éducation, le Gouvernement donne l'exemple de l'illégalité et provoque le désordre et l'anarchie parce que la Nation, qui n'est pas le peuple, soit la famille-nation, ne s'est jamais départie de ses droits les plus sacrés en éducation et au profit de l'Etat. (Elle l'a fait une seule fois au cours de notre histoire, c'est après la conquête et en faveur de l'Eglise).

7) En créant les C.E.G.E.P., l'école neutre, en faisant disparaître l'école confessionnelle, le gouvernement par le bill 21, s'est placé dans la situation illogique de contrecarrer, de détruire et a détruit dans les faits la Constitution de notre pays.

8) Il a répété, d'ailleurs cette erreur par ignorance crasse par la passation du bill 97, qui a créé la première université irreligieuse de l'Amérique du Nord et en passant le bill 56, sur les Institutions privées.

9) De fait toute la structure administrative du ministère de l'Éducation est indéfendable en droit pur et constitutionnel et nous serions très heureux, par exemple, de voir un juriste aussi brillant et aussi éminent que le juge en chef de la Cour Supérieure, le Juge Frédéric Dorion, statuer sur le fait en droit pur.

10) Le mal de l'étatisation de l'éducation, de l'école neutre et même anti-religieuse, que nous subissons n'est pas le fait de l'impuissance de la Nation, (soit de la réunion des familles, à exercer ses droits prioritaires), mais dans la coalition des efforts de certains représentants de l'Église et de l'État, qui sont contre la Nation et l'empêchent de s'organiser, par la voie de ses Commissions Scolaires.

11) Le fait pour l'État de nier à la Nation ce droit inaliénable est contre-nature et ne peut aboutir qu'au désastre pour le peuple français du Québec. Combien n'avons-nous pas eu de preuves épouvantables depuis 1960?

12) En léguant toutes les prérogatives de l'Assemblée Nationale aux technocrates, en avilissant le Parlement et en niant à la famille-nation le droit qu'elle a de dominer l'éducation, les gouvernements provinciaux depuis 1960 ont commis un acte de haute trahison, contre la Nation.

Et je ne crains pas de dire que si un prochain gouvernement traitait ces gens comme on les traite dans d'autres pays, ceux-ci seraient fusillés ou pendus pour leurs gestes. Espérons, naturellement, que nous n'aurons jamais à en arriver là.

3) LA NATION

1) La nation, c'est la réunion des familles vivant sur le territoire précis d'un pays.

2) L'enfant appartient à ses parents, donc à la Nation, jusqu'à sa majorité pour l'obtention de ses biens corporels, spirituels et intellectuels, et non à l'Église ou à l'État.

3) Toutes les institutions scolaires du territoire appartiennent à la Nation, qui les a payées par le produit de ses taxes, et non à l'État.

4) Que serait l'Etat sans la Nation et sans les impôts et les taxes qu'elle lui paye: le néant.

5) Le gouvernement confond la responsabilité du peuple, qui lui appartient, avec la responsabilité de l'enfant qui appartient à la famille, donc à la Nation.

6) Les parents chrétiens ont le devoir d'accepter l'enseignement de l'Eglise, en matière religieuse pour leurs enfants dans leur système d'éducation. C'est une loi immuable de l'Eglise, confirmée par Vatican II.

7) Le seul mérite de la Commission Parent a été de pointer du doigt certains vices de structure, la coexistence de plusieurs petits systèmes d'enseignement, indépendants les uns des autres et sans autorité centrale manquant de coordination, de planification, et d'autorité interdépendante.

8) Son principal vice fut de choisir cette autorité entre l'Eglise et l'Etat, d'avoir choisi l'Etat irréligieux et d'avoir oublié l'autorité de la famille, donc de la Nation.

4) LA SOLUTION

a – Disparition de l'école polyvalente

1) Le Parti Nationaliste chrétien exige la disparition immédiate de l'école polyvalente. Quelles sont les conséquences de cette école polyvalente? Le moins qu'on puisse en dire est que cette école est une aventure très risquée, puisque les Etats-Unis viennent justement de décider de l'abandonner. Oh! nos technocrates vous diront le contraire; mais eux, ils sont payés pour vous endormir et veiller à leur confort personnel malheureusement. Ils vous diront, entre autre, que ce n'est pas la même sorte d'école polyvalente qu'ils vont vous offrir. C'est faux, le principe est le même. Les raisons invoquées par les Américains pour abandonner ce système sont multiples, raisonnables et justes et nous les faisons nôtres, à savoir:

a) Les écoles polyvalentes déshumanisent et dépersonnifient l'enfant et l'adolescent.

b) Les écoles polyvalentes provoquent le déracinement des familles.

c) Les écoles polyvalentes provoquent le gigantisme. (Le rapport Parent recommandait des écoles de mille à douze cents enfants). Les plus petites que nous aurons bientôt compteront au moins cinq mille élèves.

d) L'enfant perdu dans ce gigantisme, désorienté, incapable de communier avec l'autorité du professeur ou avec les autorités de son école, perdra fatalement l'équilibre. Les "Gangs", produit de la solitude, se formeront au sein des élèves et provoqueront la création de bandes "de Vestes de cuir et de délinquants".

e) L'enfant, forcé de vivre le système des transports, verra sa santé affectée.

f) A cause de la dispersion des valeurs, provoquée par la multiplicité des options offertes à son imagination, l'adolescent se retrouvera complètement désorienté.

g) Aucune source de culture profonde ne pourra plus atteindre l'élève, à cause de cette dispersion, et ne l'attirera plus.

h) Messieurs James Conant, Jérôme Brûner, Docteurs en pédagogie de Harvard font à l'école polyvalente, quelle qu'elle soit, un procès encore plus brutal que celui qui précède. De plus, Monsieur Robert Hutchins, de l'Université de Chicago, condamne lui aussi l'école polyvalente et il passe pour être probablement le plus grand pédagogue de notre temps.

i) En conclusion, pour les chrétiens, je laisse le jugement de Jacques Maritain, Docteur en philosophie, humaniste de réputation mondiale, professeur émérite, Ambassadeur de la France au Vatican, (il a passé plusieurs années aux Etats-Unis, dans l'enseignement Universitaire) vous dire sa réaction à l'école polyvalente: "C'est une pitié de voir tant de jeunes désorientés par une instruction hautement spécialisée, mais chaotique et misérablement ignorante de tout ce qui concerne Dieu et les valeurs les plus profondes dans l'homme et dans le monde"

Ne croyez-vous pas que l'on doive faire confiance au jugement de ces éminentes personnalités, au sujet de l'école polyvalente, plutôt que d'écouter ce que disent sur le sujet les Arthur Tremblay, les "Frère Untel", les Gérin-Lajoie, les Jean-Jacques Bertrand, les Jean-Guy Cardinal?

b – Création d'un cours primaire de formation générale

Le Parti Nationaliste Chrétien veut la création d'un cours primaire de formation générale intense, qui s'appuierait sur la langue, la religion, les sciences mathématiques, l'histoire (que connaissent si mal nos jeunes d'aujourd'hui), la géographie et sur les connaissances des éléments essentiels à la culture générale.

c – Reconnaissance de notre cours classique.

Le Parti Nationaliste Chrétien recommande la renaissance de notre cours classique, de nos humanités. Présentement, notre cours classique est devenu par la force de l'école optionnelle, polyvalente, un choix de seconde zone. De plus, on y fait une propagande vicieuse, afin de décourager nos jeunes à le préférer aux autres cours. On a d'ailleurs savamment fait calomnier notre cours classique, qui effraie maintenant nos enfants. Ceux-ci en sont arrivés à le considérer comme dépassé, rétrograde. Et pourtant, même s'il avait des défauts, que l'on pourrait facilement guérir, il n'en reste pas moins vrai qu'il soit absolument essentiel pour la survie de notre Nation.

Nous sommes une infime minorité de culture française en Amérique du Nord, une minorité de culture gréco-latine. Nous avons le devoir strict de renouveler notre élite, si nous voulons survivre. Et seul le cours classique donne les garanties essentielles à notre Nation, dans ce domaine.

d – La restructure de nos écoles normales

On se plaint amèrement de manquer de maîtres pour nos étudiants et pourtant on ferme nos écoles normales ou encore on les place dans des situations impossibles, afin qu'elles disparaissent le plus tôt possible. On a créé une utopie, les C.E.G.E.P. On sait que ces institutions étaient impraticables dans les faits, qu'elles fabriqueront des milliers de chômeurs instruits, inadaptés et pourtant malgré le désastre, on continue de l'imposer au peuple.

Pendant ce temps on nous importe de France, d'Iran ou d'ailleurs des centaines de professeurs athées et souventes fois communistes manquant de compétence. Et on les impose à nos

enfants. Ces gens déforment nos jeunes au lieu de les former quand ils ne les poussent pas vers la drogue, le désespoir et le suicide. C'est de l'aberration mentale ou de la trahison.

Nous admettons que nos écoles normales demandaient une réforme et dans certains endroits une réforme en profondeur, mais ce n'était pas une raison logique et suffisante pour les faire disparaître comme institutions. On n'avait qu'à les réadapter aux besoins de la Nation et non à les assassiner.

e – La renaissance de nos Instituts de Technologie qui se meurent

Nous manquons de techniciens compétents. Nous en avons un urgent besoin. Nous en importons d'Europe, sous le prétexte d'une urgence nationale et pourtant cette forme d'écoles se meurt dans le Québec.

C'est encore là une conséquence des C.E.G.E.P. Le gouvernement et les technocrates ont créé chez les étudiants des appétits utopiques. On leur a fait croire qu'au moins 80% d'eux pouvaient aspirer à l'Université. On a fait de l'option technique une option négligeable. Le résultat sera catastrophique.

En 1969, en juin, des milliers de finissants du stage collégial ne pourront trouver place à l'Université et viendront grossir sans diplôme, sans technique, sans profession le nombre déjà astronomique des chômeurs du Québec. Ils viendront, désenchantés, déçus et malgré eux aider à appauvrir la Nation, tout en se désespérant.

Pourtant en promouvant nos instituts de technologie, on aurait évité ce désastre et on aurait aidé à enrichir la Nation d'un grand nombre de techniciens compétents, dont le Québec a un si pressant besoin sur son marché du travail.

f – Le réaménagement de nos Beaux-Arts et de notre Théâtre

Avons-nous besoin d'insister sur cette recommandation? Tout le monde sait, chez nous, le désordre indescriptible qui règne dans ce domaine précis de l'Enseignement au Québec.

g — La mise en place d'Instituts de sciences appliquées

Ces instituts de science pourraient et devraient devenir le prolongement, le perfectionnement naturel de nos instituts de technologie. Ils devraient être en mesure de créer de vrais professionnels, de vraies compétences dans cet éventail important de la formation de notre jeunesse.

5) CONCLUSIONS

a — Conseil National de l'Education

Nous suggérons que tous les stages précités de la formation de nos enfants soient administrés par un Conseil National de l'Education, qui serait formé par une fédération des commissions scolaires locales de la province. De cette façon, le principe de la représentation par l'élection, qui est la base de notre système démocratique, serait respecté et les droits prioritaires des parents à l'éducation de leurs enfants le seraient de même.

b — Nos Universités

Il s'est dit et écrit beaucoup de choses sur l'orientation que devraient prendre nos Universités. Et nous croyons qu'essayer de décréter d'une façon dictatoriale, dans cet important domaine, serait illusoire, osé, téméraire. Nous pensons aussi qu'une telle attitude de notre part viendrait à l'encontre de la liberté que nous prêchons à tous les autres stages de l'enseignement.

Qu'il nous soit permis simplement de suggérer que nous voulons des Universités subventionnées par l'Etat, mais administrées par un Conseil Supérieur de l'Education, Conseil Electif qui représenterait les parents, les enseignants, l'Episcopat, les minorités et le gouvernement et qui serait présidé par le ministre de l'Education.

c — Conseil Supérieur

- 1) Un représentant délégué par l'Assemblée Episcopale.
- 2) Deux représentants des parents, soit: un représentant des associations de parents, un représentant du Conseil National de l'Education.

3) Deux représentants du corps Professoral, soit un représentant des Professeurs Universitaires, un représentant des associations des Syndicats de l'Enseignement.

4) Un représentant d'un sous-comité des minorités.

5) Le Ministre de l'Éducation.

Ce Conseil Supérieur de l'Éducation pourrait et devrait faire le joint entre le gouvernement, le Conseil National de l'Éducation et le peuple tout entier. Il est essentiel, encore une fois, de souligner le fait que l'élaboration de ce projet continue de protéger le principe de la représentation par l'élection et les droits prioritaires des parents à l'éducation de leurs enfants.

Le peuple peut aussi facilement réaliser que nous sommes loin de l'éducation étatique, socialiste que nous subissons depuis 1960, au détriment d'abord de notre jeunesse et de toute la société québécoise. Cette structure prouve aussi, hors de tout doute, qu'une solution logique reste très possible en dehors de l'étatisation et tout en respectant nos traditions, notre mentalité, et l'importance essentielle de la famille-nation.

d – Un Conseil National de Recherches

Ce Conseil serait créé par l'État afin de promouvoir:

1) Des recherches sur la formation des maîtres.

2) Des recherches pures.

3) Des recherches en économique.

4) Des recherches en sociologie.

5) Des recherches sur l'humanisme et la civilisation.

6) Des recherches pour conserver la pureté de notre langue.

Voilà, en quelques phrases, le plan directeur mis de l'avant par le Parti Nationaliste Chrétien et suggéré à l'électorat de notre Québec. Naturellement, il reste place à la discussion, au dialogue dans l'énoncé de ces principes. Mais il serait essentiel que la base soit sauvegardée et restructurée avec succès, avec naturel, pour notre système scolaire, qui vit présentement les heures les plus graves de son existence. Nous croyons fermement que le salut de la Nation dépendra de la réponse que celle-ci donnera aux urnes au prochain appel au peuple.

e — La création d'un Ministère de la culture (suggestions)

1) La création d'un Conseil pour épurer la langue et fondre les expressions de notre terroir, dans le dictionnaire français du Québec.

2) Le Parti Nationaliste Chrétien veut provoquer une prise de conscience nationale de nos talents: peinture, musique, chant, littérature, arts plastiques, sculpture, poésie, etc.

3) Le Parti Nationaliste Chrétien veut amener au pays de grands maîtres, afin qu'ils puissent enseigner une technique solide à nos artistes. Puis, faire voyager ceux-ci pour qu'ils développent leurs possibilités artistiques et agrandissent leur potentiel.

4) Le Parti Nationaliste Chrétien veut créer un opéra national.

5) Le Parti Nationaliste Chrétien veut créer des théâtres subventionnés par l'Etat.

6) Le Parti Nationaliste Chrétien veut subventionner les écrivains de talent et les chercheurs en littérature.

7) Le Parti Nationaliste Chrétien veut organiser des échanges d'artistes et de professeurs d'art, avec les autres pays.

En un mot le futur gouvernement du Parti Nationaliste Chrétien fera de la culture française en Amérique un bastion exceptionnel qui contribuera à la grandeur de notre Nation.

3

Le Gouvernement et ses Ministères

1) Ministère de la Justice et de l'Intérieur

L'ordre dans la société exige que tous les citoyens d'un pays soient égaux devant la loi, quelle que soit leur condition de fortune et leur rang social. Par ailleurs, la magistrature, à tous les échelons et les services de police devraient être des forteresses inattaquables tant dans l'exercice de leurs fonctions respectives que dans la protection de la population de chez nous.

Malheureusement, il suffit simplement d'émettre ces points de vue si simples pourtant, pour réaliser avec stupeur que nous sommes maintenant loin de ce qui semble l'idéal et l'accessible et qui n'est en fait qu'une justice bien administrée et bien comprise.

Que se passe-t-il donc au Québec dans cette sphère si importante de notre société? D'abord, le triste bilan des faits est effrayant de gravité. Dans la seule ville de Montréal, notre métropole, il y a eu 49 meurtres en l'espace de 6 mois. Et les

meurtriers courent encore. Puis viennent les séries de crimes avec violence, soit les "Hold Up", les vols avec violence sur la personne, les attaques à mains armées de toutes espèces. Et suivent les crimes cachés, les vols d'affaires, les faillites frauduleuses, "les pièges à ours" qui sont tendus par des hommes sans scrupules contre la société. Ajoutez à toutes ces calamités, qui tombent sur la tête de notre population, le commerce des drogues, la prostitution, la traite des blanches, les enlèvements de mineurs et le reste et le reste et le reste . . . On n'en finirait plus d'allonger la liste.

Il ne se passe pas de semaine, sans que les journaux à sensation ne nous rapportent les déplacements des chefs de la pègre, leurs assemblées, leur va-et-vient. Et la police semble rester impuissante. Et si ces gens sont traduits en justice, ils réussissent à prendre le large, pour recommencer le lendemain.

Et que dire du système de cautionnements? Un pauvre bougre commet un délit; vu qu'il n'a pas d'argent, il sera envoyé aux cellules et souventes fois condamné à des peines excessivement sévères, sous le prétexte de donner des sentences exemplaires.

Par contre, un caïd est dénoncé, il paye, puis reprend sa liberté. Et la justice éternise sa cause, jusqu'au moment où le peuple oublie le fait divers et que devienne possible au gros bandit de s'en tirer à trop bon compte. Ce genre de truand semble toujours chez nous avoir le dessus sur la justice.

Toute cette situation est devenue intolérable dans une société qui se respecte. Où sont les responsables? Qui faut-il blâmer? Et que peut faire le peuple pour se protéger contre cet épouvantable monstre, qui semble avoir un nombre illimité de tentacules qui croisent toutes les routes de toute l'échelle sociale.

Il est établi que c'est un problème complexe. Mais l'inaction du gouvernement actuel semble un encouragement au crime organisé.

Que seraient donc les solutions? Le parti Nationaliste Chrétien en a un éventail, à savoir:

1) On nous rabâche les oreilles sur toutes les gammes, depuis des années, avec un bill des droits de l'homme. Le Parti Nationaliste Chrétien la donnera à la population cette loi si vitale à la survie de la liberté des citoyens.

2) Une carte d'identité civile pouvant identifier tous les citoyens du Québec deviendra obligatoire.

3) Au début, il faudrait former un commissariat du peuple, chargé d'enquêter sur l'administration présente, à tous les niveaux et dans tous les ministères et même reculer sous l'administration précédente, pour récupérer les sommes fabuleuses qui sont sorties du trésor public, sous l'influence du patronage. Il faudrait aussi faire des procès et condamner sévèrement les faux serviteurs du peuple. Il se pourrait aussi que le Commissariat sente le besoin de poursuivre certains chefs de la dernière décennie pour trahison.

4) Dépolitiser la justice: Le Parti Nationaliste Chrétien croit que la nomination des juges devrait être faite par le gouvernement, mais à la suggestion du Conseil Central du Barreau de la Province.

5) Il faudrait aussi prendre tous les moyens pour rendre la justice plus expéditive et moins coûteuse pour la population.

6) Il faudrait restructurer la magistrature, fonder l'établissement d'une Cour Familiale et diviser les causes de façon à ce que les criminels soient toujours jugés par une Cour criminelle.

7) Il faudrait créer des écoles moyennes et supérieures de police afin de former de bons officiers et de bons policiers.

8) Il faudrait sans faute obliger le gouvernement à payer les déboursés nécessaires dans toutes les causes où les intimés seraient dans l'impossibilité de payer.

2) Ministère de l'Agriculture

Malgré l'exode vers les villes qu'ont connu nos campagnes et le déracinement de celles-ci que semble fortement encourager le gouvernement actuel, l'agriculture chez nous reste et restera longtemps une industrie de base essentielle à l'économie de la Nation.

Le Québec vit une crise grave en Agriculture. Les vieux partis, depuis 1960 n'ont pris aucune mesure sérieuse pour sortir cette industrie tellement importante du marasme financier dans lequel elle se débat. Bien plus, une crise additionnelle semble frapper l'agriculture: c'est une crise qu'elle subit de la part des gouvernements depuis 1960.

A cause de la spécialisation et de tous les outils modernes ainsi que des nouvelles méthodes instaurées dans l'agriculture, le cultivateur a vu ses frais monter en flèche pendant que le prix de

ses produits est resté presque stationnaire. Le résultat est probant: le cultivateur de chez nous ne peut plus se faire de salaire raisonnable, sur sa ferme, tout en travaillant d'une étoile à l'autre. On est en train de faire de l'habitant de chez nous, un paria, un désespéré.

C'est à notre sens, une des plus graves injustices de notre temps et qui marquent bien l'incompétence chronique de nos politiciens traditionnels dans ce domaine.

D'un autre côté, essayez d'analyser ici en détail toutes les solutions que mérite l'agriculture serait beaucoup trop long. Il nous faut donc réduire le texte à l'énoncé de certains principes directeurs qui pourraient faire de l'agriculture une industrie florissante et du cultivateur le fier citoyen qu'il a toujours été et qu'il mérite amplement de rester au sein de la société québécoise.

1) Le Parti Nationaliste Chrétien préconise que nous devrions avoir un programme pour réadapter scientifiquement les terres arables, suivant les besoins et les possibilités des régions. Il faut absolument faire de l'agriculture régionale, dans un pays aussi vaste que le Québec.

2) Le Parti Nationaliste Chrétien préconise de créer d'autres écoles moyennes d'agriculture, subventionnées par l'Etat, afin que le jeune agriculteur puisse apprendre son métier d'une façon très compétente.

3) Le Parti Nationaliste Chrétien prétend qu'il faudrait subventionner de nouvelles fermes modèles dans toutes les régions afin de planifier mieux l'agriculture et les possibilités de culture dans les régions concernées.

4) Le Parti Nationaliste Chrétien prétend que nous devrions créer une Commission des Marchés qui aurait des qualités précises:

a) Une commission qui prendrait les moyens pour vendre nos produits à l'intérieur de notre territoire par la voie des coopératives régionales.

b) Une commission qui pourrait s'occuper aussi des marchés extérieurs et de vendre rapidement un bon produit à des prix compétitifs.

5) Le Parti Nationaliste Chrétien préconise aussi que nous devrions avoir un prêt agricole pour l'achat et la revalorisation de nos terres, ainsi que pour l'établissement de nos fils de cultivateurs.

6) Le Parti Nationaliste Chrétien prétend que nous devrions implanter l'habitude de l'élevage dans les régions où l'agriculture est plus pauvre.

7) Le Parti Nationaliste Chrétien prétend que nous devrions nous occuper du raffermissement de notre industrie laitière et que nous devrions préconiser la création de petites industries locales pour le traitement des sous-produits du lait.

8) Que nous devrions nous occuper de fonder de petites coopératives locales pour aider au relèvement de l'agriculture.

9) Le Parti Nationaliste Chrétien préconise de provoquer la création d'une Commission Supérieure de notre agriculture, afin d'aider à l'établissement de manufactures pour l'écoulement de nos produits de la terre. (Présentement nous importons dans la province de Québec 74 % des produits industriels de l'agriculture que nous consommons. C'est une honte nationale).

10) Enfin, le Parti Nationaliste Chrétien prétend qu'il est d'urgence nationale pour sauver notre industrie agricole de créer le plus rapidement possible une Chambre agricole qui serait composée des membres de l'U.C.C., des représentants des coopératives, des représentants des Facultés d'Agriculture, des représentants du gouvernement. Cette Chambre devrait avoir l'autorité nécessaire pour planifier notre agriculture dans la province et conseiller constamment le gouvernement sur toute sa politique agricole.

3) Ministère de la Famille, du Bien-Etre Social et de la Santé Nationale

Voilà certes, dans l'opinion du Parti Nationaliste Chrétien, un des ministères les plus importants de l'administration publique.

Le capital humain est le plus précieux que nous possédions et la famille reste la pierre angulaire, la cellule vitale essentielle de toute société qui se respecte, de toute société pour qui le mot civilisation veut encore dire quelque chose.

Le Parti Nationaliste Chrétien place tout son programme, dans cette sphère du gouvernement de la Nation, sur certains principes de base, qui serviront de barème pour élaborer une politique adéquate en regard de la famille chez nous.

1) Ne jamais permettre qu'une famille manque de l'essentiel, que ce soit pour vivre, se loger décentement, s'habiller, se soigner ou pour acheter les médicaments nécessaires au rétablissement de sa santé.

2) Le Parti Nationaliste Chrétien veut donner à toutes les familles du Québec des allocations familiales ajustées au coût de la vie.

3) Le Parti Nationaliste Chrétien veut donner aux mères nécessiteuses des pensions adaptées elles aussi au coût de la vie.

4) Le Parti Nationaliste Chrétien veut garantir aux vieux et aux invalides une pension d'un minimum de cent vingt dollars par mois.

5) Le Parti Nationaliste Chrétien veut donner toute l'assistance nécessaire aux malades, aux infirmes, aux handicapés, aux aveugles, aux malades mentaux.

6) Le Parti Nationaliste Chrétien créera une Commission de l'Habitation, qui permettrait à l'immense majorité de la population (aux chefs de familles) d'avoir un toit. Nous condamnons le système actuel des gouvernements, dont les commissions d'habitation s'enrichissent au détriment des pauvres. (C'est probablement là que réside le plus grand scandale social du siècle chez nous).

7) Le Parti Nationaliste Chrétien veut donner des subventions aux municipalités pour permettre la destruction des taudis. Enfin le Parti Nationaliste Chrétien veut gratifier tous les citoyens qui en ont besoin, d'un système de pension adéquat. Il ne faut jamais oublier que les représentants du peuple doivent gouverner en regard du bien-être de la famille. C'est la cellule sur laquelle repose la société. De ce côté, le Parti Nationaliste Chrétien veut en définitive créer une philosophie politique axée sur l'épanouissement de la famille du Québec. Il désire que ces lois encouragent fortement la procréation, afin d'assurer la survivance de la Nation en terre d'Amérique. Il veut aussi glorifier les familles nombreuses en décuplant tous ses efforts pour que le père et la mère du Québec acceptent avec confiance, avec quiétude la charge d'élever

des enfants, appuyés qu'ils le seront par un Gouvernement Nationaliste Chrétien, qui comprendra enfin toute la grandeur, toute l'importance qu'il y a au point de vue national d'agrandir la famille-nation et d'aider à son développement normal.

4) Ministère du Travail

1) Le Parti Nationaliste Chrétien est en faveur d'un syndicalisme général pour tous les métiers.

2) Le Parti Nationaliste Chrétien veut des Unions Ouvrières indépendantes et libres de toute attache avec les Unions Etrangères. De cette façon, nos ouvriers vont cesser d'enrichir "les gangsters" américains et vont cesser de servir de cobayes dans des grèves stupides et anarchistes.

3) Le Parti Nationaliste Chrétien veut la participation de nos Unions au Conseil International du Travail à Genève et est prêt à faire les frais des déplacements des chefs de ces Unions.

4) Le Parti Nationaliste Chrétien veut un Code du Travail clair et précis.

5) Le Parti Nationaliste Chrétien veut créer un Conseil Supérieur du Travail, composé de représentants du travail, du capital, de la magistrature et du gouvernement.

6) Le Parti Nationaliste Chrétien veut la création d'une Commission des Accidents, dont les membres devraient être nommés à la suggestion du capital, du travail organisé et de la magistrature.

7) Le Parti Nationaliste Chrétien créera un Tribunal d'arbitrage permanent, formé de magistrats de nos cours supérieures, hors d'atteinte des influences venant de l'extérieur.

8) Le Parti Nationaliste Chrétien créera une Commission des relations ouvrières représentative.

9) Le Parti Nationaliste Chrétien créera une Commission du salaire minimum universel constamment adapté au coût de la vie.

10) Le Parti Nationaliste Chrétien exigera du Fédéral de lui remettre les droits constitutionnels essentiels afin qu'il puisse créer une assurance-chômage contributoire, patrons, ouvriers, gouvernement, sans limite de temps jusqu'au retour au travail. Enfin, le Parti Nationaliste Chrétien espère créer la garantie de permanence pour les ouvriers et du salaire annuel pour les

industries et les commerces stables. En un mot, le Parti Nationaliste Chrétien, au pouvoir, offrira une politique telle que, pour la première fois dans l'histoire de notre Québec, la Nation sera réellement au travail dans la fierté.

5) Ministère des Forêts

Le Parti Nationaliste Chrétien préconise dans ce domaine:

1) De faire le recensement de la richesse de nos forêts qui n'a jamais été fait complètement.

2) Le Parti Nationaliste Chrétien veut nationaliser les compagnies à capital étranger, qui exploitent nos richesses forestières. Nous croyons que les seuls moyens pour ces compagnies d'éviter cette nationalisation serait de se conformer aux directives suivantes:

a) Faire appel à la participation du capital de nos hommes d'affaires.

b) Céder à des québécois les postes de commandes de l'exécutif de leurs compagnies.

c) Donner constamment la préférence aux gens de chez nous pour l'embauchage d'ouvriers.

Présentement, aucune de ces suggestions n'est suivie par aucune compagnie exploitant nos forêts. C'est un déshonneur pour nous, une situation stupide, abusive pour eux contre nous.

3) Le Parti Nationaliste Chrétien voudrait donner des limites à bois, en coopératives à nos cultivateurs et à nos bûcherons.

4) Le Parti Nationaliste Chrétien voudrait l'organisation d'un système adéquat de protection de la forêt, financée par les compagnies exploitantes et le gouvernement.

5) Le Parti Nationaliste Chrétien voudrait la création d'industries régionales des sous-produits du bois.

6) Le Parti Nationaliste Chrétien préconise la création d'écoles moyennes régionales des travailleurs de la forêt.

7) Le Parti Nationaliste Chrétien préconise la création d'un bureau spécial au ministère pour aider à l'embauche des diplômés de ces écoles.

6) Ministère des Pêcheries

Nos pêcheries peuvent se diviser en deux parties:

1) Les pêcheries commerciales.

2) Les pêcheries sportives. Tout le monde sait cela. Il reste, toutefois, qu'il faille ajouter les recherches et la protection de la faune aquatique et terrestre.

Présentement, les pêcheries commerciales sont tombées sous le domaine du ministère de l'Industrie et du Commerce. Nous croyons que c'est une erreur et le Parti Nationaliste Chrétien se chargera de restructurer le Ministère des pêcheries, tel qu'il était avant l'arrivée du Parti Libéral au pouvoir en 1960.

1) Pêcheries Commerciales:

Les principales améliorations à apporter dans le domaine des Pêcheries Commerciales:

a) Il faudrait que le gouvernement accorde et des subventions et des prêts afin qu'on construise des bateaux de pêche de gros tonnage, en bois, pour aller loin des côtes. Il faudrait aussi que ces bateaux soient accompagnés d'une usine flottante, afin qu'on cesse de faire perdre des montants colossaux d'argent à cette industrie. Il s'agit des bateaux en bois plutôt qu'en acier, parce que ceux-là sont beaucoup plus résistants au sel que ceux-ci.

b) Il faudrait également que le gouvernement donne des octrois pour la construction de petites barques, afin de garder vivantes les pêcheries commerciales artisanales.

c) Il faudrait que le gouvernement construise et entretienne des glaciers, des hangars à sel, des frigidaires et qu'il les échelonne sur tout le territoire des pêches commerciales, le long des côtes. Cela manque énormément sur la Côte Nord, et le résultat est désastreux. C'est un endroit où le commerce de la pêche est mort à toutes fins pratiques: Natashquan, Hâvre St-Pierre, Harrington, et plusieurs autres endroits sont dans cette situation déplorable.

d) Il faudrait de plus que le gouvernement envoie des agents spéciaux à l'étranger pour la vente des produits de la mer.

2) La pêche sportive:

Du côté de la pêche sportive, le gouvernement, surtout sous l'administration de l'Honorable Camille Pouliot, a fait beaucoup dans ce domaine. Notre Ministère est bien organisé. Il reste, toutefois, qu'il y a encore d'immenses clubs de pêche qui ont été octroyés à des étrangers. Ceux-ci les gaspillent ou ne s'en servent pas. C'est une honte nationale. Il faut que cela cesse immédiatement.

La Protection. Nous avons besoin d'un service de policiers spéciaux, ayant obtenu une formation précise pour être en mesure de faire le travail de façon satisfaisante.

Nos laboratoires manquent de biologistes et l'autorité de ceux-ci est trop souvent contestée dans le domaine des recherches aquatiques et terrestres.

7) Ministère de l'Équipement

1) Il faudrait faire disparaître les péages de nos routes. C'est là une taxe qui frappe les habitués et non les passants. Elle équivaut, pour ces gens, à un impôt trop lourd et qui risque de faire des ravages dans notre société.

2) Il faudrait que le gouvernement se décide enfin de prendre à sa charge tous les chemins d'hiver. Les municipalités n'en peuvent plus et les chemins restent fermés.

3) Il faudrait, en dernier lieu, que le gouvernement se décide à ouvrir toutes les routes, qui sont possibles de conduire la circulation dans les endroits miniers et d'exploration de notre province.

4) Ce ministère devrait s'occuper aussi de deux choses distinctes, à savoir: la maintenance des édifices publics et non leur protection; toutes les constructions du gouvernement dans la province ainsi que la construction des ponts et l'achat de l'équipement qui doit servir aux autres ministères dans le domaine public provincial.

8) Ministère des Transports

Le Ministère des transports devrait appuyer sa politique sur certains principes directeurs:

1) Réglementer le transport, afin de redonner aux compagnies de chez nous, la préséance dans les transports et l'enlever aux étrangers. (C'est une infamie de réaliser que 85% du transport de la province ne nous appartient pas).

2) Il faudrait instituer une légion distincte de policiers pour la protection de nos citoyens sur les routes de la Nation.

3) Il faudrait, de toute évidence, continuer les campagnes de sécurité intnsnive.

4) Il faudrait instituer une enquête sérieuse sur les possibilités du transport naval et aérien au sein de nos frontières.

5) Il faudrait subventionner nos petites compagnies aériennes qui doivent souvent travailler dans les endroits les plus difficiles d'accès de notre territoire.

6) Il faudrait créer une commission distincte pour le transport routier afin de régler le transport maritime au sein des frontières du Québec.

9) Ministère de l'Immigration

Jusqu'à tout récemment, nous ne possédions pas, au Québec, de Ministère de l'Immigration. Nous en avons un. Le titulaire vient d'être nommé. Malheureusement pour nous, il reste sous la tutelle d'Ottawa et fatalement le but qu'il poursuit sera vicié à sa base.

Il est un fait historique et indéniable qui nous a toujours causé les plus grands torts au point de vue national: la politique d'immigration d'Ottawa n'a jamais tenu compte du Québec, de son contexte français, religieux, social et culturel.

Bien au contraire, la propagande était et reste ainsi faite que très peu de peuples d'Europe savent qu'il y a au Québec une Nation française et chrétienne qui vit et qui se développe. Très peu de gens savent, en dehors de nos frontières, que nous possédons une Laurentie dont le potentiel en puissance en ressources naturelles, en industries, en capacités Hydro-électriques, etc. est un des plus riches du monde.

Le Parti Nationaliste Chrétien veut un ministère de l'immigration indépendant d'Ottawa, avec sa propre publicité, son propre budget, ses propres bureaux et agences, son propre service d'accueil, sa propre sélection des immigrants qu'il désire faire venir au Québec.

Ce ministère indépendant, libre de toute attache, est devenu absolument essentiel à notre survie nationale. De plus, sa création comme telle est une urgence nationale

Le ministère concerné aura naturellement la responsabilité des droits de la citoyenneté, et verra à suivre les nouveaux arrivants. De plus, ce département étudiera le comportement de ceux-ci, leur capacité d'adaptation et d'intégration et verra enfin à décerner à chacun d'eux l'insigne de la citoyenneté québécoise en temps opportun.

10) Ministère de la Fonction publique

Le gouvernement est devenu par la force des choses, par la multiplication de ses services, le plus important, le plus gros employeur de la province. Il nous faudrait donc une vraie politique, une vraie Commission du Service Civil, active et représentative et formée de cinq membres, dont trois seraient nommés par le gouvernement et deux qui seraient soumis à l'élection par les employés eux-mêmes, au cours d'un scrutin tenu à cette fin dans les services gouvernementaux du Québec.

Il faudrait aussi donner à cette Commission l'autorité nécessaire pour faire les nominations et les permutations d'employés, pour destituer les indésirables et pour recommander les augmentations aux serviteurs publics fidèles et compétents.

Il est à prévoir toutefois, avant que cette Commission soit nommée, formée et entre en action, que le Parti Nationaliste Chrétien au pouvoir, exigera qu'une enquête très sérieuse soit faite au sein du fonctionnarisme, pour débarrasser le peuple et les services gouvernementaux de tous les socialistes d'extrême gauche, de tous les communistes qui se prélassent présentement dans la fonction publique, surtout à l'Éducation, à la Justice, aux Ressources Naturelles, au Bien-Etre Social et à la Santé, et enfin aux Affaires Culturelles.

Avons-nous besoin d'insister, par ailleurs, sur la promesse formelle du Parti Nationaliste Chrétien, que celui-ci ne dérangera pas les bons fonctionnaires, bien au contraire. Le Gouvernement les récompensera suivant leur compétence, leurs mérites et leurs années de service. Seuls, les indésirables et les patroneux acharnés devront quitter les lieux pour être remplacés par des citoyens honorables qui jusqu'ici n'avaient aucune chance ou de promotion ou d'engagement parce qu'ils étaient de centre ou de droite, ou bien, ce qui est encore pire, parce qu'ils étaient de véritables chrétiens.

11) Secrétariat d'Etat

Le Parti Nationaliste Chrétien créera ce nouveau ministère devenu tout à fait essentiel avec l'avènement de l'autodétermination du peuple québécois.

Sa fonction sera de s'occuper des relations fédérales provinciales, des problèmes inter-gouvernementaux entre les provinces canadiennes et enfin des relations extérieures du Québec avec les gouvernements étrangers, que ce soit au point de vue des affaires culturelles, des affaires commerciales ou encore des problèmes qui pourraient être soulevés entre le gouvernement du Québec et les gouvernements amis d'où qu'ils soient.

Ce ministère sera un prodigieux pas vers l'avant qui permettra à l'Etat du Québec de se faire valoir comme il se doit sur le plan international, et qui influera grandement dans le maintien de bonnes relations avec les autres provinces canadiennes.

12) Ministère de l'Industrie et du Commerce

Toutes les statistiques officielles, tant du domaine fédéral que du domaine provincial, confirment chaque année, avec une constance écoeurante l'infériorité du Québec sur l'Ontario et même sur l'ensemble du Canada au point de vue économique. De plus, nous possédons toujours avec ces statistiques, environ 50% des chômeurs de tout le pays et enfin le championnat des zones de sous-développement. On viendra ensuite oser prétendre que le Québec a eu sa juste part dans le système fédératif actuel.

Dans le domaine des salaires, par exemple, notre infériorité avec l'Ontario non seulement se confirme, mais l'écart s'élargit sans cesse.

Pourtant "per capita" nous possédons le pays le plus riche du monde, au point de vue des richesses naturelles, des terres arables, et notre population n'est pas moins instruite ni moins bien préparée qu'ailleurs. De plus, nous possédons les forces hydro-électriques les plus puissantes en Amérique du Nord. Ajoutez à cette analyse les forêts les plus riches, les moyens de communication les plus modernes, beaucoup d'ambition de la part de notre élite industrielle et commerciale et vous avez un peu là le bilan de nos capacités.

Que nous arrive-t-il donc? D'abord, nous subissons au Québec, un "dumping" révoltant. Nous payons pour enrichir les autres provinces. L'Ouest vend son blé, par exemple, dans les pays communistes avec le système du troc. Et ceux-ci nous retournent des textiles qui sont expédiés au Québec pour être vendus, pendant que notre industrie, dans ce domaine, ferme ses portes et que le nombre de nos artisans compétents viennent grossir la population de nos chômeurs. La raison est bien simple: la compétition avec les prix de ces produits, pour nos manufactures, est impossible en regard de l'écart effarant qui existe entre notre train de vie et celui des pays concernés.

D'un autre côté, les Gouvernements ont trop laissé centraliser l'industrie dans la région de la Métropole, négligeant par ce fait de s'occuper de tout le reste du territoire. La résultante de cet état de choses c'est que l'on se retrouve avec plusieurs régions sous-développées et disséminées un peu partout sur les territoires du Québec. C'est un manque flagrant d'orientation et d'équilibre économique dont les gouvernants, aussi bien rouges que bleus sont entièrement responsables.

Sans faire de dirigisme absolu en économique, il reste possible de se servir du levier puissant de l'Etat pour encourager la décentralisation des industries secondaires et régionales au Québec.

Par ailleurs, il ne faut pas non plus avoir une peur malade du capital étranger. Il s'agit plutôt, en l'occurrence, de l'encourager à s'installer chez nous. De fait, il faut lui ouvrir toutes grandes nos portes, à la condition expresse que celui-ci respecte certaines directives, certaines normes qu'un gouvernement du Parti Nationaliste Chrétien ne manquerait pas de donner à ces compagnies, afin que les profits faits chez nous restent chez nous et servent à l'expansion de l'économie de la Nation québécoise.

Depuis quelques années, les Libéraux aussi bien que les gens de l'Union Nationale, promette chacun leur tour, de créer une banque d'expansion industrielle afin d'aider l'industrie régionale et locale. Hélas! Cette belle promesse est toujours demeurée à l'état de projet et risque de le rester encore longtemps avec les deux vieux partis.

Par contre le Parti Nationaliste Chrétien, dès la première année de son administration, fera de ce projet une loi salutaire pour le développement économique.

13) Ministère des Affaires Municipales

Le gouvernement municipal est celui qui touche au peuple de plus près. Son fonctionnement peut se faire sentir dans la vie quotidienne de chaque individu. Il est donc important que les Conseils Municipaux se sentent parfaitement à l'aise, en confiance, lorsqu'ils se présentent au Parlement de la Nation.

Depuis 1960, malheureusement pour nos municipalités, les interventions intempestives du gouvernement provincial ont brimé sérieusement la liberté d'administration, l'autonomie de nos municipalités. De plus, le pouvoir de taxation de celles-ci a été fortement aminci par les Commissions Scolaires, sous le joug des technocrates, qui ont dû s'emparer d'une grande partie de la taxe foncière, laissant les Conseils Municipaux dans l'embarras un peu partout dans la province.

Un gouvernement Nationaliste Chrétien verra à redonner plus d'autorité, d'autonomie à nos municipalités et à trouver des solutions radicales qui leur permettront d'administrer adéquatement leurs affaires.

D'un autre côté, nous assistons depuis 1960 à un genre de regroupement municipal forcé et souventes fois fait à l'épouvante, sans préparation et contre la volonté des contribuables.

Sous un Gouvernement Nationaliste Chrétien, cet état de choses cessera. Nous serons d'accord pour aider au regroupement de certaines municipalités, mais à la condition, expresse que les contribuables le désirent tout en donnant justice à tout le monde.

Par ailleurs, nous préconisons fortement une politique d'entraide municipale, d'unification de certains services essentiels et qui dégrèveraient les administrés dans bien des cas, tout en offrant de meilleurs services municipaux.

14) Ministère des Finances et de l'Économie

Opinion: Nous vivons présentement sous le régime financier et économique le plus pourri du monde occidental. C'est le système des castes qui agissent contre le peuple pour eux-mêmes. Un exemple fantastique de cet état de choses c'est le fonctionnement de certaines banques à chartes fédérales.

Dépôts inscrits	En caisse	En actif	Leurs Profits
<i>a – Banque Royale:</i>			
7,955,000,000	1,551,000,000	8,743,000,000	102,000,000
<i>b – Banque de Commerce</i>			
7,622,000,000	1,014,000,000	8,343,000,000	96,000,000
<i>c – Banque de Montréal</i>			
6,229,000,000	820,000,000	6,818,000,000	67,000,000
<i>d – Banque de la Nouvelle-Ecosse</i>			
4,853,000,000	857,000,000	5,217,000,000	49,000,000
<i>e – Banque Toronto Dominion</i>			
4,005,000,000	871,000,000	4,378,000,000	42,000,000

Voici donc des suggestions précises du Parti Nationaliste Chrétien pour remédier à cette situation.

1) D'abord, il faudrait prévenir le gouvernement fédéral que nous exigeons d'obtenir notre Banque Provinciale, notre Banque d'Etat, afin de pouvoir diriger notre économie à notre façon pour la Nation Canadienne française. Nous devrions préconiser la création d'une Banque d'Etat.

2) Nous devrions donner à cette Banque l'autorité exclusive sur le marché de l'argent. Cette Banque devrait faire la politique monétaire du Québec, sous la gérance directe de l'autorité du gouvernement du peuple. Nous pensons qu'il faut absolument enlever ce pouvoir aux Banques à chartes actuelles, qui sont comme nous venons de le prouver, dans les mains de financiers véreux ou étrangers qui ont réussi à organiser des trusts d'une telle capacité financière que ceux-ci sont à engloutir toute l'économie du peuple du Québec aussi bien que celle du peuple canadien.

Aujourd'hui, tous les grands capitalistes sont les propriétaires directeurs de ces Banques à chartes, tout en étant les administrateurs des plus grandes compagnies qui dirigent l'économie du Québec et du pays. Le résultat est probant: ces chevaliers d'industrie de la finance forcent le gouvernement à émettre une

politique financière, en regard de leurs intérêts personnels, qui vont toujours à l'encontre des intérêts bien compris du peuple.

3) Cette Banque d'Etat devrait être en mesure d'aider à financer des industries de base et d'aider au développement des ressources naturelles du pays.

4) L'Etat, tout en laissant l'initiative à l'entreprise privée dans les industries secondaires, devrait donner des subventions pour aider à l'expansion, sinon à la stabilisation dans ce domaine important de l'industrie.

5) L'Etat devrait donner des octrois aux petites industries régionales et locales.

6) La Banque d'Etat devrait prêter aux municipalités et aux Commissions Scolaires les argents nécessaires pour fins de capitalisation à long terme.

7) L'Etat devrait empêcher les Banques à chartes de prêter et de négocier l'argent qu'elles ne possèdent pas. (Aujourd'hui, elles transigent sur papiers 14 fois la valeur de leurs capitaux). C'est une utopie qui écrase le petit au profit de la clique des profiteurs.

8) L'Etat devrait restreindre les appétits monstrueux et anti-nationaux de certaines compagnies d'assurance, qui volent le peuple de sommes astronomiques et sapent l'économie et le pouvoir d'achat de la Nation.

9) Nous devrions avoir un Ministère des Statistiques, dirigé par des scientifiques, afin de faire une planification de l'économie, non pas pour la pousser vers le socialisme d'Etat, mais pour revaloriser notre entreprise privée et permettre à l'Etat de prévoir des programmes d'économie politique qu'il se doit d'envisager pour le bien du peuple.

10) Nous devrions faire appel au capital étranger, soit Européen soit Sud-Américain, afin de diversifier l'économie et empêcher l'engloutissement fatal de notre liberté financière par le capital américain.

11) Notre politique de ressources naturelles devrait être conforme à l'esprit de l'autodétermination de notre peuple du Québec, en favorisant le développement de nos ressources, par la voie de l'Etat, appuyant l'entreprise privée, chez nous.

12) Nous devrions prôner la formation de compagnies étatiques pour former des complexes industriels de base; et la mise au marché d'obligations de ces compagnies, afin que les habitants du Québec puissent participer directement à l'expansion économique de la Nation.

13) Nous devrions aider à la formation de chefs d'industries parmi notre peuple par tous les moyens possibles. Nous avons un urgent besoin de millionnaires québécois authentiques.

14) Il faut donc essentiellement se servir du levier puissant de l'Etat, afin de l'allier à l'entreprise privée, pour sortir le peuple du marasme et de la pauvreté. Il faut décupler nos efforts pour asseoir notre économie sur des bases solides et la lancer vers l'expansion la plus rapide et la plus stable. Et seul le mariage de l'Etat et de l'Industrie Privée peut nous donner cette force de frappe essentielle pour ce faire.

COROLLAIRE

Il reste encore d'autres sphères de l'administration publique, qui n'ont pas été touchées dans la rédaction des principes directeurs que nous soumettons humblement à la population de notre Patrie bien-aimée.

Cet absence ne veut quand même pas dire que le Parti Nationaliste Chrétien se désintéresse de ces problèmes et qu'il n'a pas de solutions adéquates à proposer. Mais il fallait faire un choix, aller à l'essentiel, afin que le peuple de chez nous sache ce que nous avons l'intention de faire pour le Québec, si celui-ci nous faisait confiance lors des élections générales prochaines.

Notre but est de mettre la Nation au travail "dans la fierté". Appuyés sur la tradition, nous voulons orienter l'avenir du Québec vers la vraie grandeur, idéal de toute nation.

Aidez-nous, chers concitoyens, à ramener l'ordre, la paix, la sécurité et la prospérité au sein de nos frontières.

Au service de la Famille-Nation,

LE PARTI NATIONALISTE CHRETIEN DU QUEBEC.

Case Postale 2412
Québec 2, Qué.

Le Chef du Parti
Léo Tremblay

TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	5
a) Naissance du parti	5
b) Les vieux partis	5
c) Bilan de la "Révolution tranquille"	7
d) Défi relevé par le Parti Nationaliste Chrétien	8
1 — La Philosophie d'un Gouvernement	
a) Principes directeurs	11
1) Le problème de la langue.....	13
1 - Statu Quo	14
2 - Une loi des langues	15
3 - La priorité du français	16
4 - Québec, pays unilingue	17
2) Le problème constitutionnel	17
1 - Un territoire précis	
2 - Une langue nationale	
3 - Un état national	
b) L'Indépendance est-elle possible?	21
1) Nature de l'indépendance	21
1 - définition	
2 - caractéristiques	
2) Les ennemis de l'indépendance	23
3) Les facteurs de l'indépendance	23

3 — Le Gouvernement et ses Ministères

1) Ministère de la Justice et de l'Intérieur	43
2) Ministère de l'Agriculture	45
3) Ministère de la Famille	47
4) Ministère du Travail	49
5) Ministère des Forêts	50
6) Ministère des Pêcheries	51
7) Ministère de l'Équipement	52
8) Ministère des Transports	52
9) Ministère de l'Immigration	53
10) Ministère de la Fonction publique	54
11) Le Secrétariat d'État	55
12) Ministère de l'Industrie et du Commerce	55
13) Ministères des Affaires Municipales	57
14) Ministère des Finances et de l'Économie	57
<i>Corollaire</i>	59

